



Les Canadiens



en crise



d'un océan à l'autre



SECTION 01

**UN APERÇU NATIONAL:
INTRODUCTION 1 – 4
DONNÉES
IMPORTANTES 5 – 7**

SECTION 02

**RÉSULTATS
DU SONDAGE 8 – 39**

SECTION 03

**RECOMMANDATIONS
EN MATIÈRE DE
POLITIQUES 40 – 51**

SECTION 04

**MÉTHODOLOGIE 52 – 54
REMERCIEMENTS 55**

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

01

UN APERÇU NATIONAL:
INTRODUCTION ET DONNÉES IMPORTANTES

UN APERÇU NATIONAL

Alors que l'incertitude à propos de la COVID-19 commençait à être palpable au pays et dans le monde, les banques alimentaires des quatre coins du Canada ont commencé à repenser leurs activités pour y faire face. Nous avons été témoins de scènes effrayantes dans d'autres régions du monde aux prises avec un système de santé surchargé, des salles d'urgence bondées et des rues désertes, et ce, au moment même où les pays commençaient à mettre en œuvre des mesures de confinement dans le but d'« aplanir la courbe » du virus.

Avec le début du confinement au Canada à la mi-mars, au-delà de la propagation du virus, l'économie est devenue une grande source de préoccupation alors que des milliers de Canadiens ont perdu leur emploi. À peu près au même moment, des images en provenance de nos voisins du sud montraient des centaines de voitures formant de longues files, pare-chocs à pare-chocs, à perte de vue, en attente de nourriture provenant de banques alimentaires locales. Nous craignons alors que la même chose se produise au Canada. Selon un sondage en ligne mené par Angus Reid du 20 au 23 mars, un tiers des répondants affirmaient avoir peur de ne pas pouvoir payer l'épicerie, un sur sept déclarant avoir peur de devoir avoir recours à une banque alimentaire à cause du ralentissement économique.

À la fin mars et au début avril, des signes laissaient présager que certaines banques alimentaires ici aussi assisteraient à ces scènes inquiétantes. Whistler, en Colombie-Britannique, est un excellent exemple de ville à forte proportion d'emplois dans les secteurs du tourisme et de l'hospitalité. Le nombre hebdomadaire de visites dans les banques alimentaires y est passé de 55 à plus de 300 au 1er avril. D'autres ont signalé des augmentations modérées des visites, tout en s'attendant à une hausse quelques semaines plus tard puisque les pertes d'emplois continuaient et que les économies des particuliers

diminuaient de plus en plus. Dans un premier temps, les restrictions de déplacements et la fermeture temporaire de certaines banques alimentaires ont inévitablement eu une incidence sur les services. Il était difficile d'évaluer pleinement l'ampleur réelle des besoins à l'époque. Diverses initiatives provinciales et fédérales ont été annoncées dans le but de soutenir financièrement les gens pendant la crise, mais seul le temps nous permettra de déterminer l'effet de ces dernières sur le recours aux banques alimentaires.

Affronter l'inconnu : lutter contre la faim sur deux fronts

Pour gagner la bataille, la lutte doit se mener sur deux fronts. Premièrement, il faut veiller à ce que les personnes en difficulté aient accès le plus rapidement possible à la nourriture. Deuxièmement, il faut améliorer le filet de sécurité sociale, notamment grâce à de meilleurs soutiens du revenu, pour éviter que plus de gens ne basculent dans la pauvreté. Alors que les banques alimentaires



étaient plongées dans l'incertitude quant aux répercussions des nouvelles mesures de soutien du revenu sur l'utilisation de leurs services, elles étaient confrontées à d'importants défis de capacité à répondre au besoin immédiat. Citons en exemple la baisse soudaine de main-d'œuvre disponible causée par l'auto-isollement des bénévoles, qui sont les piliers du réseau de banques alimentaires, la forte perturbation de la filière agroalimentaire, qui a eu une incidence majeure sur l'accès à la nourriture pour la population en général et sur les dons aux banques alimentaires et à leurs clients, et enfin, un investissement massif dans l'équipement de protection individuelle, les produits de nettoyage et d'autres protocoles pour permettre la poursuite des activités de manière sûre.

Grâce à l'incroyable mobilisation et au soutien indéfectible d'une communauté d'entreprises, d'administrations publiques, de donateurs et de citoyens ordinaires, les banques alimentaires ont été mieux outillées pour répondre à ce besoin immédiat. Sans le soutien des différents paliers de gouvernement, bien des banques alimentaires auraient fermé leurs portes durant la pandémie. C'est ce qui a assuré la survie du réseau national de banques alimentaires alors que les défis étaient grands, permettant à des centaines de milliers de Canadiens de manger à leur faim.

« Aplanir la courbe » du recours aux banques alimentaires : une histoire canadienne

Bien que les banques alimentaires aient travaillé à répondre à certains besoins immédiats, les politiques sociales, du moins temporairement, ont contribué à atténuer une demande qui aurait été beaucoup plus forte en leur absence. En examinant le recours aux banques alimentaires de mars à juin, on constate que le tiers de celles-ci ont rapporté une hausse, le cinquième, aucun changement, et environ la moitié, une baisse. Ces dernières citaient une multitude de facteurs pour expliquer cette baisse, y compris le confinement, qui a limité les déplacements,

et l'émergence de programmes alimentaires communautaires « éphémères », qui ont remplacé les banques alimentaires auprès des personnes dans le besoin. Toutefois, la grande majorité d'entre elles invoquaient les soutiens du revenu accrus offerts par l'État pour expliquer un tel ralentissement.

Qu'il s'agisse de prestations complémentaires ponctuelles ou de programmes provinciaux d'aide sociale, ou encore de la Prestation canadienne d'urgence (PCU), toutes les mesures ont procuré rapidement et efficacement un revenu mensuel substantiel aux personnes dans le besoin. On pourrait dire qu'en fait, les politiques sociales *ont aplani la courbe* du recours aux banques alimentaires.

Dans les faits, la PCU et les autres prestations et initiatives fédérales et provinciales nous ont offert un aperçu temporaire de ce qu'un système de sécurité du revenu « idéal » devrait être : Un système qui aide les gens pendant les périodes difficiles en versant directement dans leur compte bancaire un montant leur offrant une meilleure chance de subvenir à leurs besoins. Un système moins stigmatisant, qui évite de condamner des personnes à des années de pauvreté. Et même si certaines personnes continuaient d'avoir recours aux banques alimentaires, la demande demeurerait à des niveaux raisonnables, ce qui permettrait aux banques alimentaires d'offrir plus de ressources et d'améliorer leur soutien.

Même avec un système de sécurité du revenu « idéal », certaines personnes tombent entre les mailles du filet

Cet aperçu a également confirmé ce que beaucoup de membres du réseau de banques alimentaires savaient déjà, à savoir que même avec un système de sécurité du revenu « idéal », bon nombre de personnes auront besoin d'aide. Un nombre important de banques alimentaires ont connu une augmentation des visites tout au long de la période, et ce, pour diverses raisons, comme la difficulté à accéder à des prestations plus élevées

**«... À SAVOIR QUE
MÊME AVEC UN
SYSTÈME DE
SÉCURITÉ DU
REVENU « IDÉAL »,
BON NOMBRE
DE PERSONNES
AURONT BESOIN
D'AIDE.»**



pour les clients, l'inadmissibilité aux prestations ou carrément l'insuffisance des prestations en cas de perte d'emploi et de frais de logement élevés, en particulier dans les grands centres urbains. Les banques alimentaires n'ayant rapporté aucun changement réel quant au recours à leurs services suggèrent que la situation est attribuable aux programmes provinciaux d'aide sociale inadéquats qui offrent bien peu de revenus aux clients pour répondre aux besoins de base.

Ces résultats indiquent que la sécurité alimentaire, soit la capacité pour tous les êtres humains d'avoir « à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active »² est plus importante que jamais. La population le comprend, comme l'indique un sondage selon lequel près de 60 % des Canadiens estiment que le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire revêt une très grande importance lorsqu'il s'agit de la sécurité nationale et des infrastructures essentielles du Canada, en seconde position après les soins de santé³.

La peur de l'avenir : la fin des prestations temporaires

La vague des besoins a été plus faible que prévu, mais il existe un consensus quant à ce qu'il adviendra de la demande après la fin des prestations, comme la PCU. Avant la pandémie, beaucoup de clients vivaient déjà dans la précarité. Le niveau d'insécurité alimentaire était à son plus élevé, 4,4 millions de Canadiens ayant de la difficulté à se payer de la nourriture, et les banques alimentaires étaient déjà à leur pleine capacité : elles devaient gérer les besoins à long terme qui ont émergé en raison de la perte grandissante de mailles dans notre filet de sécurité sociale, une perte qui ne cesse de s'agrandir depuis la récession de 2008. Une flambée soudaine des besoins serait aussi catastrophique

aujourd'hui, et dans les mois à venir, qu'elle l'aurait été plus tôt pendant la pandémie.

Quand la PCU prendra fin, il sera essentiel de mettre en place de nouvelles mesures de soutien au revenu et d'autres politiques sociales afin que les Canadiens puissent joindre les deux bouts. Les banques alimentaires du Canada ne peuvent pas absorber une vague de nouveaux clients tout en maintenant le niveau de soutien qu'elles offrent pour répondre aux besoins à long terme engendrés par des décennies de politiques sociales marquées par la négligence.

Objet du présent rapport

Alors que les rapports Bilan-Faim précédents faisaient état du nombre total d'utilisateurs de banques alimentaires partout au Canada, le présent rapport met plutôt en évidence les tendances observées par un grand nombre de banques alimentaires membres du réseau sur une période de quatre mois. Il ne présente pas de corrélations statistiques entre les politiques officielles et le recours aux banques alimentaires; il met surtout l'accent sur les observations de près de 1 000 employés de banques alimentaires qui ont travaillé en première ligne durant la pandémie. En réalité, ce rapport vise trois objectifs : illustrer certains des défis auxquels a fait face le réseau de banques alimentaires dans les premiers mois de la pandémie de COVID-19 et la façon dont il s'est adapté; démontrer, du point de vue des banques alimentaires, l'importance cruciale des politiques sociales pour réduire le besoin de recourir aux banques alimentaires; proposer des modifications aux politiques pour continuer à « aplanir la courbe ». Au chapitre des politiques sociales, la crise de la COVID-19 a démontré la force de la volonté d'agir. En ce sens, le rapport constitue également un appel à l'action en vue de l'atteinte de notre vision : « Un Canada où personne ne souffre de la faim ».



DONNÉES IMPORTANTES

Il y a eu une augmentation des besoins au cours des premières semaines de la pandémie, entre le début du confinement et l'octroi de prestations d'urgence.

La majorité (52 %) des banques alimentaires ont enregistré une hausse en mars par rapport à l'année précédente, le quart affichant une hausse supérieure à 25 %. En l'absence du confinement et des restrictions de déplacements, qui ont nui à l'accès aux banques alimentaires, cette hausse aurait probablement été bien plus importante. Le pic précoce donne une idée de ce dont nous pourrions être témoins dans les mois à venir si le taux de chômage demeure élevé, si le soutien temporaire mis en place diminue ou prend fin et si plus de gens se tournent vers les banques alimentaires pour obtenir de l'aide.

À l'échelle nationale, les banques alimentaires ont dû faire face à des défis sans précédent pendant la pandémie.

Les banques alimentaires ont dû relever des défis inattendus découlant de la pandémie. Citons par exemple les réductions considérables du nombre de bénévoles, les graves pénuries de produits alimentaires en raison d'importantes interruptions dans la chaîne d'approvisionnement, la baisse des dons du public, la forte diminution des voies de financement et la nécessité de mettre en œuvre rapidement les nouveaux protocoles de la santé publique.

Le plus grand défi des banques alimentaires durant cette période a été le manque de bénévoles.

Quarante-deux pour cent des banques alimentaires ont indiqué que depuis mars la réduction du nombre de bénévoles constituait un défi d'une importance cruciale. Les bénévoles ont toujours été le pilier du réseau de banques alimentaires, un nombre important d'entre elles étant gérées entièrement par des bénévoles. En raison des restrictions de déplacements associées au confinement et des enjeux de santé découlant de la pandémie, de nombreuses banques alimentaires ont désespérément manqué de main-d'œuvre pour accomplir des tâches clés : tri des dons, chargement et déchargement des véhicules et distribution des aliments aux personnes dans le besoin.

Les banques alimentaires doivent leur survie durant cette période non seulement aux initiatives de financement fédérales, mais au soutien indéfectible des entreprises, des personnes et des communautés locales.

Sans le soutien des différents paliers de gouvernement, bien des banques alimentaires auraient fermé leurs portes durant la pandémie. La création de nouvelles voies de financement a permis aux banques alimentaires de mieux gérer les défis découlant de la pandémie et de continuer à servir leurs communautés locales.



Bénévoles recherchés

Durant la pandémie, les banques alimentaires ont été en mesure d'innover, de s'adapter rapidement aux besoins changeants de leurs communautés et de mobiliser les intervenants locaux.

Pendant la pandémie, près de 50 % des banques alimentaires ont fourni un soutien alimentaire ou partagé des aliments dans le cadre de programmes d'urgences non gérés par les organismes qu'elles aident habituellement (p. ex., programmes scolaires, logements sociaux, organismes de services sociaux ou banques alimentaires avoisinantes). De plus, près de 70 % des banques alimentaires sondées ont rapporté que le plus important changement a été la mise sur pied d'un service de livraison à domicile pour mieux servir les personnes confinées. Parmi les autres changements apportés, mentionnons l'augmentation du nombre d'heures et de jours de service, la réorientation des programmes vers des groupes cibles comme les sans-abri, les étudiants et les personnes âgées, et l'offre de cartes-cadeaux dans les cas de pénuries de denrées ou d'impossibilité d'accueillir des personnes sur place. Ces changements ont souvent été opérés de concert avec d'autres partenaires communautaires, comme les administrations municipales, les organismes communautaires et les entreprises locales.

Bien que le réseau de banques alimentaires soit intervenu pour répondre au besoin immédiat, les politiques sociales ont temporairement contribué à atténuer une demande qui aurait été beaucoup plus forte en leur absence.

De mars à juin 2020, 53 % des banques alimentaires ont enregistré une baisse générale, et 90 % d'entre elles citaient les soutiens financiers accrus offerts par l'État comme explication. Lorsqu'il s'agissait de cibler des prestations en particulier, 64 % des répondants estimaient que la PCU avait eu l'incidence la plus importante, alors que les augmentations de l'Allocation canadienne pour enfants se classaient au deuxième rang (58 %).

D'autres facteurs n'indiquant pas nécessairement une diminution des besoins ont contribué à la réduction de la demande au cours de cette période.

Le tiers des banques alimentaires ont attribué ce déclin aux restrictions de déplacements et à d'autres directives de la santé publique mises en œuvre en raison de la COVID-19. Un répondant sur six a imputait la diminution du recours aux banques alimentaires à la hausse du soutien communautaire par l'intermédiaire d'initiatives éphémères ou d'autres services communautaires de soutien alimentaire. Grâce à ce soutien, certains clients qui auraient normalement eu recours à leur banque alimentaire n'en ont peut-être pas eu besoin. Dans certains cas, les banques alimentaires partageaient plus de denrées, mais souvent dans le cadre de ces nouvelles initiatives, où l'on ne consignait pas le nombre de visites. Alors que l'allègement des mesures de confinement et la réouverture des écoles sonnent le glas de nombreuses initiatives éphémères, les clients n'auront d'autre choix que de se tourner à nouveau vers leur banque alimentaire habituelle.

Malgré les nouvelles initiatives sociales, le tiers des banques alimentaires ont signalé une hausse générale de l'utilisation de leurs services durant cette période, et un sixième a indiqué n'avoir connu aucun changement à cet effet.

Bien des banques alimentaires ont eu de la difficulté à répondre aux besoins croissants des clients tout en gérant les contraintes liées à l'exploitation pendant la pandémie. C'est le cas notamment des banques alimentaires situées dans les centres urbains de 100 000 habitants ou plus et celles de régions où l'économie locale a été la plus durement touchée par la pandémie et les fermetures connexes. Des banques alimentaires ayant rapporté une hausse, 87 % d'entre elles ont cité les pertes d'emplois liées à la COVID-19 comme facteur explicatif. De plus,



les personnes ayant perdu leur emploi dans ces régions ont été confrontées à la flambée du prix du logement alors que des prestations, comme la PCU, étaient insuffisantes pour couvrir à la fois le coût du loyer et celui de la nourriture.

En ce qui concerne l'avenir, les banques alimentaires sont inquiètes du risque d'augmentation du nombre de personnes ayant besoin de leur aide lorsque le soutien gouvernemental temporaire prendra fin.

Une combinaison de facteurs inquiétants pourrait entraîner une hausse marquée du recours aux banques alimentaires au cours des mois et de l'année à venir. La fin de la PCU, la levée des moratoires sur l'expulsion, la diminution des économies des particuliers après des mois de pandémie, les occasions d'emploi limitées et la réduction de l'aide sociale provinciale pour les personnes recevant la PCU vont probablement contribuer à faire en sorte que les prochains mois seront difficiles pour bien des Canadiens, qui n'auront pas d'autre choix que d'avoir recours à leur banque alimentaire locale pour répondre à leurs besoins alimentaires et à ceux de leur famille.

Le temps est venu de transformer notre filet de sécurité sociale pour aplanir de façon permanente la courbe du recours aux banques alimentaires durant la pandémie et au-delà de cette dernière.

Maintenant que la PCU a pris fin, il est essentiel de mettre en place de nouvelles mesures de soutien du revenu permanentes et d'autres politiques sociales afin que les Canadiens puissent joindre les deux bouts. Les banques alimentaires du Canada ne peuvent pas absorber une vague de nouveaux clients tout en maintenant le niveau de soutien qu'elles offrent pour répondre aux besoins à long terme engendrés par des décennies de politiques sociales marquées par la négligence.



SECTION

02

RÉSULTATS DU SONDAGE

S'ADAPTER À LA NOUVELLE RÉALITÉ : DÉFIS AUXQUELS ONT FAIT FACE LES BANQUES ALIMENTAIRES AU DÉBUT DE LA PANDÉMIE

PROFIL – INTERFAITH FOOD BANK SOCIETY OF LETHBRIDGE (ALBERTA)

Il est difficile de planifier l'inconnu alors que tant de gens dans le besoin dépendent de nous.

Pourtant, c'est exactement ce à quoi a été confrontée la banque alimentaire Interfaith Food Bank Society of Lethbridge (IFB) en mars dernier. Lorsque la première vague de la pandémie mondiale a entraîné des fermetures massives à l'échelle nationale, IFB n'a eu d'autre choix que de multiplier les plans pour relever de nombreux nouveaux défis, y compris la forte baisse du nombre de bénévoles.

« Au début de la pandémie, nous avons perdu une tonne de bénévoles, se souvient Danielle McIntyre, directrice générale, IFB. Tous avaient très peur de l'inconnu et avec raison, car bon nombre de nos bénévoles habituels sont des personnes âgées et des personnes aux besoins spéciaux. Puisque nul ne savait à quel moment la menace cesserait de planer, la plupart ont usé de précautions et sont demeurés à la maison. »

En plus de la perte de bénévoles, IFB devait aussi remédier aux pertes de dons en denrées et en argent à la suite de l'arrêt immédiat des activités locales, qui étaient des sources essentielles pour de tels dons. *« L'annulation des collectes de fonds nous a vraiment compliqué la tâche. Puisque ces*

événements nécessitent généralement des rassemblements de masse, nous ne savions pas exactement d'où proviendraient les dons en argent et en denrées. C'est sans compter les problèmes de logistique. Comment allions-nous offrir nos services aux clients dans une communauté soudainement confinée? Nous étions vraiment découragés, surtout que la situation évoluait de minute en minute. L'inconnu a toutefois un bon côté : on apprend à s'adapter vraiment rapidement. »

Il est donc nécessaire de modifier l'approche d'appel aux dons durant la pandémie.

« Lorsque les perturbations de la chaîne d'approvisionnement nous ont empêchés d'acheter les produits de base, nous avons vite compris que la crise ne se résorberait pas de sitôt. Par exemple, en temps normal, nous ne manquons jamais de pains et de pâtisseries. Puis, du jour au lendemain, impossible de s'en procurer nulle part. C'est alors que nous avons décidé de concentrer nos efforts sur les dons en argent. »

Grâce à la contribution financière de l'État et de la communauté, IFB a poursuivi ses activités, elle qui, l'an dernier seulement, avait aidé près de 10 000 clients. Cette contribution a permis à l'organisme non seulement d'acheter des denrées, mais aussi de couvrir d'autres frais essentiels à son bon fonctionnement pendant la pandémie (achat d'équipement de protection individuelle, mise à niveau de la technologie et rémunération du personnel).

Même si la situation s'est stabilisée durant l'été, l'avenir suscite beaucoup d'inquiétudes avec la fin des mesures de soutien du revenu temporaires pour les clients (comme la PCU) et la hausse de la demande en raison d'une économie qui était déjà en difficulté même avant la pandémie.

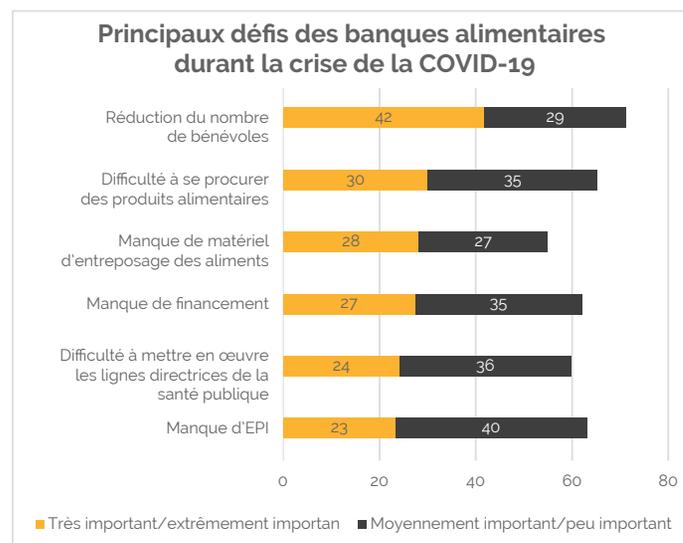
« La pandémie nous a vraiment beaucoup appris. L'inconnu nous effrayait tant au début; et c'est peut-être encore le cas. Mais les jours et les semaines ont passé, et nous comprenons maintenant que nous ne sommes pas seuls. Bien des gens de la communauté se sont mobilisés pour nous aider. Nous sommes aussi choyés de pouvoir compter sur de nombreux partenaires exceptionnels qui continuerons d'être là pour nous, bien après la fin de la crise actuelle. Donc, même si l'incertitude plane toujours, aucun obstacle n'est trop grand pour nous. »

L'histoire de Danielle n'est qu'un exemple de circonstances auxquelles ont fait face les banques alimentaires au début de la pandémie. Par le passé, les banques alimentaires étaient bien placées pour s'adapter rapidement aux réalités d'une société dans laquelle les circonstances sociales et économiques peuvent basculer du jour au lendemain et où les politiques de l'État et les mécanismes de réponse à ces circonstances évoluent beaucoup plus lentement. Ces circonstances pouvaient comprendre la fermeture d'une usine locale, l'augmentation rapide du coût des loyers dans une région donnée, ou une catastrophe naturelle comme un incendie de forêt ou une inondation qui laisse soudainement des milliers de personnes sans domicile.

La crise de la COVID-19 était différente. Au cours des premières semaines où la majeure partie du pays était en confinement, les banques alimentaires ont dû faire face à une série de défis d'un autre ordre qui ne se limitait pas à avoir à répondre à une vague de demandes massive. Il y a eu des pénuries sans précédent de main-d'œuvre et d'approvisionnement, ainsi que d'autres problèmes qui sont survenus spécifiquement en raison de la pandémie. Citons par exemple les réductions considérables

du nombre de bénévoles, les graves pénuries de produits alimentaires en raison d'importantes interruptions dans la chaîne d'approvisionnement, la baisse des dons du public, la forte diminution des voies de financement et la nécessité de mettre en œuvre rapidement les nouveaux protocoles de la santé publique. La banque alimentaire Wood Buffalo Food Bank de Fort McMurray, en Alberta, a dû composer avec tous ces défis, en plus d'une inondation massive qui a ravagé la communauté en avril.

Heureusement, grâce à l'immense soutien de la communauté locale, aux nouvelles voies de financement comme la subvention de 100 millions de dollars du gouvernement du Canada et à leur capacité intégrée de réagir et de s'adapter à l'évolution rapide des circonstances, les banques alimentaires ont trouvé des moyens de relever ces nouveaux défis.



Réduction du nombre de bénévoles

Quarante-deux pour cent des répondants au sondage estimaient que la réduction du nombre de bénévoles constituait un défi d'une importance cruciale. De nombreuses banques alimentaires fonctionnent avec le soutien de bénévoles dévoués. En raison des nombreux changements découlant de la pandémie, le recours à des bénévoles était de plus en plus essentiel au maintien des activités des banques alimentaires.

« NOTRE ENTREPÔT EST GÉRÉ PAR UNE PETITE, MAIS REDOUTABLE ÉQUIPE DE TROIS EMPLOYÉS, ET NOUS COMPTONS HABITUELLEMENT SUR PLUS DE 50 BÉNÉVOLES PAR JOUR. BON NOMBRE D'ENTRE EUX SONT DES RETRAITÉS QUI NE SE SENTAIENT PAS À L'AISE DE FAIRE DU BÉNÉVOLAT PENDANT LA PANDÉMIE. NOUS VOULIONS ÉGALEMENT ASSURER LA SÉCURITÉ DE NOTRE PETITE ÉQUIPE ET N'AVONS AUTORISÉ QUE SIX BÉNÉVOLES À LA FOIS. NOUS N'AVIONS PAS ASSEZ DE MAINS POUR TRIER LES DONS, PRENDRE LES COMMANDES, FAIRE LES LIVRAISONS ET CHARGER ET DÉCHARGER LES CAMIONS. NOTRE PERSONNEL TRAVAILLAIT JUSQU'À 70 HEURES PAR SEMAINE POUR S'ASSURER QUE TOUT LE TRAVAIL ÉTAIT ACCOMPLI. »

Répondant au sondage, Ontario

Les bénévoles sont au cœur des activités des banques alimentaires. De nombreuses banques alimentaires emploient des dizaines de bénévoles chaque jour pour trier les denrées et s'assurer que les personnes dans le besoin ont accès à des aliments sains et salubres. Les mesures de distanciation physique font en sorte qu'il n'est pas possible pour de grands groupes de bénévoles de travailler au même endroit. Les banques

alimentaires ont dû reconfigurer leurs espaces et réduire le nombre d'employés et de bénévoles sur place. Un petit nombre de travailleurs dévoués des banques alimentaires ont été appelés à faire le gros du travail, littéralement, pour nourrir leurs voisins dans le besoin. Cette réduction du personnel a mis à rude épreuve la capacité des banques alimentaires à maintenir leurs activités et à répondre aux besoins de leurs clients.

Parmi les banques alimentaires qui ont répondu que les difficultés relatives aux bénévoles étaient un enjeu (71 %), 10 % ont embauché de nouveaux employés, remboursé des bénévoles ou payé des heures supplémentaires, et 17 % ont recruté de nouveaux bénévoles. La plupart des autres banques alimentaires ont mentionné avoir apporté des changements à leurs activités, comme l'augmentation des heures et des jours de travail, l'attribution de responsabilités supplémentaires au personnel et aux bénévoles restants et le recours au personnel des programmes annulés. Le fait de mener des opérations avec un personnel réduit qui est « surchargé » présente ses propres défis. L'épuisement professionnel du personnel et les problèmes de santé mentale représentaient un obstacle additionnel et continu pour les banques alimentaires.

Difficulté à se procurer des produits alimentaires

Trente pour cent des répondants ont indiqué qu'ils éprouvaient beaucoup de difficultés à se procurer des aliments. Les difficultés associées à l'approvisionnement en produits alimentaires démontrent comment la pandémie a empêché l'accès aux produits alimentaires essentiels et préférés, ce qui influe directement sur la capacité des banques alimentaires à répondre aux besoins de leurs clients.

Les défis associés à l'achat de produits alimentaires comprenaient la baisse soudaine et prononcée des dons, l'interruption des programmes de récupération des surplus alimentaires et la pénurie de certains produits comme les conserves. Même si les

banques alimentaires achètent de plus en plus d'aliments pour compenser la diminution des dons de denrées, les pénuries ont empêché de faire des achats en vrac et des achats locaux. En plus des pénuries, le manque de transport, de fonds et de personnel a nui aux achats de nourriture.

« NOS DONNÉS EN DENRÉES SONT PASSÉS DE PLUS DE 100 SACS D'ÉPICERIE PAR SEMAINE À PARFOIS RIEN DANS LES BACS DE DONNÉS. ET LE DÉLAI DE LIVRAISON DE NOS ACHATS EST PASSÉ DE DEUX JOURS À DEUX MOIS POUR LES PROVISIONS QUE NOUS AVONS COMMANDÉES. »

Répondant au sondage, Alberta

L'incapacité d'acheter des produits essentiels a obligé les banques alimentaires à s'adapter rapidement en adoptant de nouvelles méthodes d'approvisionnement alimentaire. Environ 40 % des banques alimentaires ont acheté des aliments qui coûtent plus cher qu'à l'habitude, ont changé de fournisseurs et se sont tournés vers de nouveaux fournisseurs, ont eu recours à des acheteurs bénévoles pour se procurer des denrées à l'extérieur de la ville, ou ont modifié le contenu de leurs paniers alimentaires.

De plus, 29 % des banques alimentaires ont indiqué qu'elles avaient mis sur pied des collectes de denrées communautaires ou reçu un soutien externe, souvent sous forme de boîtes de denrées de la part d'associations provinciales et de Banques alimentaires Canada, ce qui leur a permis de faire face à ce défi à court terme.

En raison des interruptions des systèmes centraux de distribution de la chaîne alimentaire, les retards de livraison ont causé des

difficultés à environ 42 % de l'ensemble des banques alimentaires et 46 % des banques alimentaires dans les petites communautés. Bon nombre de ces problèmes se sont manifestés surtout à l'étape initiale de la pandémie et ont entraîné des changements pour les régler, comme faire des concessions quant au contenu des paniers et faire affaire avec d'autres fournisseurs. Les banques alimentaires ont également utilisé des cartes-cadeaux et recruté du personnel et des bénévoles supplémentaires pour effectuer les livraisons.

Capacité d'entreposage des aliments insuffisante

Vingt-huit pour cent des banques alimentaires qui ont répondu au sondage ont mentionné qu'elles manquaient d'espace d'entreposage adéquat, ce qui représente un défi de taille. Ce problème a exacerbé l'insuffisance existante de capacité d'entreposage dans le réseau de banques alimentaires. À mesure que les restaurants fermaient leurs portes, créant un surplus alimentaire à différentes extrémités de la chaîne d'approvisionnement, les dons alimentaires aux banques alimentaires prenaient des formes qu'elles n'avaient pas la capacité de manipuler et qui ne convenaient pas à une consommation immédiate.

« ON A FUSIONNÉ LE PROGRAMME ET FOURNI DES SERVICES À L'EXTÉRIEUR SOUS UNE TENTE QUI NOUS AVAIT ÉTÉ DONNÉE. NOUS NOUS SOMMES PROCURÉ UN CONTENEUR POUR L'ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR. NOUS AVONS DÛ COMPOSER AVEC LES INTEMPÉRIES, LA PLUIE, LE VENT ET LA CHALEUR! »

Répondant au sondage, Colombie-Britannique

De ce pourcentage, la plupart des répondants ont indiqué que le problème le plus pertinent était le manque global d'espace et le manque d'espace d'entreposage réfrigéré. Au moins 29 %



Tablettes vides

des banques alimentaires ont été obligées d'acheter des ressources supplémentaires, comme des congélateurs, des camions réfrigérés et des chambres froides, de louer de l'espace d'entreposage supplémentaire, etc.

Une autre tranche de 22 % s'est adaptée au manque d'espace en distribuant plus de nourriture dans les paniers et en utilisant des espaces vides dans les églises et les bureaux à proximité durant le confinement. Les banques alimentaires ont indiqué avoir relevé le défi de l'entreposage en « utilisant chaque centimètre de leur espace » et en « jouant à Tetris dans leurs locaux ». Environ 16 % ont été en mesure de faire appel à des partenaires locaux, comme des administrations municipales et des entreprises privées, pour emprunter pendant une courte période leur capacité d'entreposage inutilisée, y compris des congélateurs, des camions et des espaces d'entreposage.

Mise en œuvre des directives de santé publique et acquisition d'équipement de protection individuelle (EPI)

La santé publique a été au centre des préoccupations de tout le monde durant la pandémie. Les banques alimentaires ont dû adapter rapidement leurs services pour s'assurer de respecter les directives de santé publique. En effet, près de 70 % des banques alimentaires ont rapporté que le changement le plus important a été la mise sur pied d'un service de livraison à domicile pour mieux servir les personnes confinées. En outre, plus de la moitié des banques alimentaires interrogées ont adopté une nouvelle approche de distribution alimentaire, en passant d'un modèle de magasinage à un modèle de paniers ou d'un modèle de paniers emballés par l'utilisateur à un modèle de paniers préemballés, ou encore en servant les clients à l'extérieur ou à leur voiture. Les changements apportés aux opérations étaient radicaux et généralisés.

Les banques alimentaires ont également étendu leurs activités pour répondre à un nouveau besoin apparu à la suite des ravages économiques infligés par la COVID-19. Environ 75 % des banques

« RETARDS DANS L'OBTENTION D'ÉQUIPEMENT, COMME DES DISTRIBUTEURS, DU DÉSINFECTANT ET AUTRES EPI, ET NÉCESSITÉ D'APPORTER DES CHANGEMENTS À L'AMÉNAGEMENT PHYSIQUE DE NOS INSTALLATIONS. L'ENJEU PRINCIPAL CONSISTE À RESTER À JOUR, CAR LES RESTRICTIONS ET LES RECOMMANDATIONS CHANGENT CONSTAMMENT. NOUS N'AVONS PRÉVU AUCUN BUDGET À CET EFFET ET NOUS AVONS DÛ IMPROVISER. LA QUASI-TOTALITÉ DE NOS ACTIVITÉS DE COLLECTE DE FONDS A ÉTÉ ANNULÉE EN RAISON DES DIRECTIVES DE SANTÉ PUBLIQUE. »

Répondant au sondage, Alberta

alimentaires ont dû apporter un ou plusieurs changements importants à leur modèle de services pour s'adapter au nouvel environnement.

Changements apportés au modèle de prestation de services

Mise sur pied d'un service de livraison à domicile	67 %
Augmentation de la distribution de nourriture par personne pour réduire les visites	61 %
Passage d'un modèle de magasinage à un modèle de paniers	48 %
Mise en place d'une procédure de rendez-vous	40 %
Livraison de repas ou plats à emporter	27 %
Démarrage d'un service au volant	22 %
Création d'espaces éphémères pour la livraison	19 %
Autre : Augmentation des heures/du nombre de visites permises/des secteurs/des personnes servies	9 %

Environ une banque alimentaire sur quatre a éprouvé de grandes difficultés à mettre en œuvre les directives de santé publique et à se procurer de l'équipement de protection individuelle (EPI). Une grande majorité de ces répondants ont mentionné les changements initiaux apportés aux méthodes de prestation des services, à la gestion des opérations et à la réorientation des

locaux. Le principal défi avait trait à la confusion entourant la réglementation, à la nécessité de faire des rappels constants au personnel, aux bénévoles et aux clients, ainsi qu'aux difficultés passées et à venir liées aux conditions météorologiques.

Au cours des premières phases de la pandémie, les retards d'approvisionnement en EPI et les coûts connexes ont été démesurés. Les banques alimentaires ont fait appel à leurs contacts communautaires et aux travailleurs des entreprises locales, au gouvernement et au public pour acquérir de l'équipement de protection individuelle. La moitié des banques alimentaires qui ont eu des problèmes d'approvisionnement en EPI ont pu faire appel à leurs réseaux, et celles qui ont réussi à le faire ont été touchées moins sévèrement que les autres. Au moins le tiers des banques alimentaires ont indiqué qu'elles avaient dû acheter de l'équipement de protection individuelle.

Bon nombre d'entre elles y voient un enjeu permanent, car à l'instar du soutien des donateurs d'EPI, les programmes et les services spéciaux prennent fin. Des coûts supplémentaires s'ajouteront donc aux activités des banques alimentaires pour que tout le monde dispose de l'équipement approprié.

De même, les préoccupations de santé publique ont entraîné une demande accrue de matériel d'emballage dans les banques alimentaires. Bien que seulement 43 % des banques alimentaires considèrent qu'il s'agit d'un enjeu d'une certaine importance, environ le tiers d'entre elles ont dû acheter du matériel supplémentaire, ce qui représente un autre coût éventuel à long terme. Environ la moitié des banques alimentaires touchées par ce problème ont pu tirer parti de leurs réseaux de donateurs, de fournisseurs et de partenaires pour obtenir davantage de matériel d'emballage, ce qui a réduit l'ampleur de ce défi.

Manque de financement

Selon 27 % des banques alimentaires, le manque de financement s'est avéré un enjeu important. Pour les banques alimentaires qui

ne pouvaient plus compter sur les dons de la communauté ou qui ne comptaient habituellement pas sur ceux-ci, le manque de financement a représenté un plus grand défi. La fermeture des magasins d'occasion ou d'autres lieux représentant une source habituelle de revenus et l'interruption des dons en nature ont nui à ces banques alimentaires. Les sommes massives injectées par les trois paliers de gouvernement, les subventions octroyées par les organisations non gouvernementales et les dons des particuliers ont contribué à atténuer les problèmes de financement à court terme. Environ 60 % des banques alimentaires pour qui le financement s'est avéré un défi extrêmement important ou très important ont affirmé avoir eu recours aux fonds gouvernementaux ou aux subventions. Les préoccupations à l'égard du financement à venir demeurent présentes et on reconnaît que le financement gouvernemental et les subventions pourraient ne pas être viables à long terme à mesure que le nombre de clients augmente.

Près de la moitié des banques alimentaires en régions rurales ont indiqué que le manque de financement représentait un moindre défi. Les commentaires recueillis dans le cadre du sondage indiquent que la stabilité financière des banques alimentaires rurales repose principalement sur l'abondance de soutien local. Notamment, certaines banques alimentaires rurales ont indiqué avoir reçu un soutien formidable des habitants et de leur municipalité lorsqu'elles en avaient le plus besoin. Ce soutien a pris la forme de dons alimentaires, de services de transport, de dons en argent et plus encore.

Étant donné tous les défis susmentionnés, les banques alimentaires ont eu plus que jamais besoin d'un soutien financier pendant la pandémie. Qu'ils aient servi à acheter de plus grandes quantités de denrées, à embaucher du personnel pour combler le manque de bénévoles, à se procurer de nouveaux équipements et de l'EPI pour la reconfiguration des entrepôts, les fonds ont été essentiels aux banques alimentaires pour s'adapter aux pressions exercées par la pandémie.

« AU TOTAL, J'AI FAIT DOUZE DEMANDES DE SUBVENTION DIFFÉRENTES ET PLUS DE SIX DEMANDES DE DONS DE TOUTES SORTES. C'EST ÉNORMÉMENT DE TRAVAIL ADMINISTRATIF EN PLUS! »

Répondant au sondage,
Québec

JUSTE À TEMPS : IMPORTANCE DU SOUTIEN FINANCIER DE L'ÉTAT DURANT UNE CRISE

« DEUX MOIS. SANS DONS NI FINANCEMENT, NOUS NE POUVIONS PAS DEMEURER EN ACTIVITÉ PLUS LONGTEMPS. »

Répondant au sondage, Ontario

Sans la mobilisation de la communauté et l'important soutien financier de nouveaux partenaires, le manque de financement aurait représenté un défi beaucoup plus difficile à relever pour le réseau de banques alimentaires. L'essentiel de ce nouveau financement est venu du gouvernement du Canada, qui a investi 100 millions de dollars dans l'aide aux banques alimentaires et les autres initiatives de sécurité alimentaire partout au pays. Pour de nombreuses banques alimentaires situées dans les grands centres urbains et dans d'autres régions du pays où les besoins sont immenses, ce financement a eu un effet déterminant sur la poursuite de leurs activités durant une période cruciale.

À l'échelle nationale, il n'est pas rare que les banques alimentaires dépendent largement des dons de particuliers, d'entreprises et de groupes communautaires. Avant la pandémie, peu d'entre elles bénéficiaient du soutien financier de l'État et, lorsque c'était le cas, le financement ne s'appliquait que rarement au cadre opérationnel de base. Même en temps « normal », les dons en argent et en denrées variaient au gré de la générosité de donateurs privés. Le caractère imprévisible du recours aux banques alimentaires amplifie cette vulnérabilité, puisque la demande peut fluctuer grandement d'une semaine ou d'un mois à l'autre en raison d'une multitude de facteurs qui influent sur la situation financière des clients.

Lorsque la crise de la COVID-19 a frappé, l'incertitude et la vulnérabilité ont augmenté de façon exponentielle. La vulnérabilité des banques alimentaires s'est particulièrement accentuée pour celles situées dans les grands centres urbains et dans les autres régions plus sensibles aux répercussions de la crise sur le marché du travail et aux fermetures connexes ou qui ont connu une hausse marquée des besoins durant cette période. Dans quelques cas notables, les banques alimentaires de ces régions ont indiqué que sans l'accès à de nouvelles voies de financement elles n'auraient pas réussi à maintenir leurs services pendant l'été, privant possiblement de soutien alimentaire des dizaines de milliers de personnes dans leur communauté.

Le Canada n'est pas le seul pays qui a octroyé un soutien financier aux banques alimentaires durant cette période. À l'échelle mondiale, 56 % des banques alimentaires ont rapporté que les administrations de leur pays s'étaient associées à elles pour fournir une aide alimentaire directe aux communautés pendant la crise de la COVID-19, et près de la moitié ont indiqué que la situation avait modifié leur rôle en tant que partenaire gouvernemental⁴.

BANQUES ALIMENTAIRES DU NORD : LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE À PARTIR DE ZÉRO

PROFIL — WHITEHORSE FOOD BANK (YUKON)

L'insécurité alimentaire au Yukon était un problème important bien avant la pandémie de COVID-19. Lorsque cette dernière a frappé, « *l'insécurité alimentaire a explosé* », se souvient Dave Blottner, directeur général de la Whitehorse Food Bank (WFB). Le tiers de la population a été mis à pied, le refuge local a fermé ses portes, et les consommateurs se sont rués dans les épiceries pour faire des provisions.

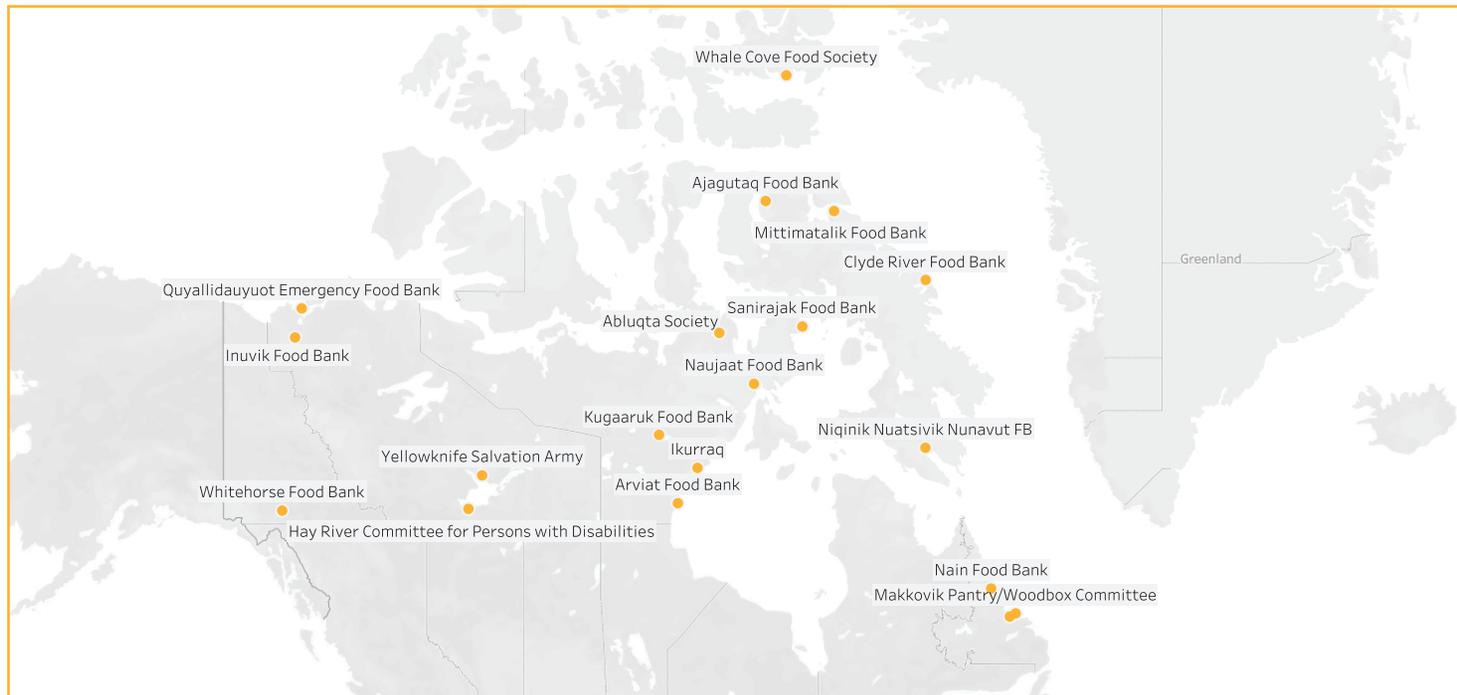
Du jour au lendemain, cet organisme communautaire qui fournit une aide alimentaire d'urgence aux personnes dans le besoin était au bord du point de rupture. « *En plus de soutenir nos clients réguliers, nous devons soudainement fournir un dépannage alimentaire d'urgence à une région qui s'étend au-delà d'un rayon de 700 kilomètres de Whitehorse. Cela fait beaucoup de gens à nourrir et un territoire immense à couvrir.* »

Outre la nécessité de répondre aux besoins accrus découlant de la hausse de la demande ET de couvrir une zone de service élargie, la banque alimentaire s'est heurtée aux mêmes obstacles que des milliers d'autres à l'échelle nationale, y compris l'embauche de personnel en remplacement de bénévoles âgés qui se plaçaient en quarantaine volontaire et la gestion des coûts imprévus liés à la pandémie (services d'entretien professionnels et frais de transport pour la livraison à domicile par exemple).

Grâce aux fonds fédéraux et au soutien de la communauté, la banque alimentaire a réussi à maintenir ses activités et à acheter une quantité supplémentaire de denrées. De plus, elle a même agrandi les potagers et dispose maintenant de 44 platebandes de légumes frais qui servent à nourrir ses clients de partout au Yukon.

« La pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'importance que revêt notre travail pour nos clients. Nous avons reçu plusieurs messages de la part de familles nous disant à quel point elles étaient reconnaissantes de recevoir des boîtes de denrées qu'elles n'auraient pas autrement eu les moyens de se procurer. Certaines de ces familles vivent en régions très éloignées, ce qui nous fait prendre conscience que la crise dépasse les limites de Whitehorse et touche le Yukon tout entier. Ces témoignages nous donnent des ailes. Tant qu'il aura des gens dans le besoin, nous serons là pour les aider du mieux que nous le pourrons. »

**Carte des banques alimentaires des Territoires du Nord-Ouest
(Nunavut, Territoires du Nord-Ouest, Yukon)**



« LE PRIX DES ALIMENTS EST SI ÉLEVÉ ICI, QUE LA MAJORITÉ DE L'ARGENT EST CONSACRÉ À L'ALIMENTATION. »

Répondant au sondage,
Nunavut

« LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DES TRANSPORTS DU NUNAVUT A ACCORDÉ À LA KANGIQTUGAAPIK FOOD BANK UN SOUTIEN FINANCIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DISTRIBUTION D'ALIMENTS DU PAYS POUR QU'ELLE PUISSE DISTRIBUER DES ALIMENTS TRADITIONNELS AUX ÂÎNÉS ET AU GRAND PUBLIC. »

Répondant au sondage, Nunavut

Face à un éventail unique de défis, notamment un des taux d'insécurité alimentaire les plus élevés au pays, les banques alimentaires du Nord exigent un soutien supplémentaire pendant cette période. Par exemple, au Nunavut, 57 % des ménages souffrent d'insécurité alimentaire, et la majorité (52,3 %) des ménages monoparentaux dirigés par une femme sont en situation de grave insécurité alimentaire⁵. Les Autochtones affichent un taux exceptionnellement élevé de grave insécurité alimentaire à l'échelle nationale⁶, et les effets de la colonisation touchent particulièrement ceux qui résident dans le Nord, car ils ont été obligés d'abandonner la chasse et la culture d'aliments traditionnels au profit d'aliments achetés en magasin⁷.

En raison de cette dépendance aux aliments achetés en magasin, les ménages à faible revenu, et les programmes alimentaires qui les soutiennent, sont alors vulnérables au coût très élevé des aliments. Par exemple, un panier de provisions nutritives pour nourrir une famille de quatre personnes à Sanirajak, au Nunavut, coûte environ 1 629 \$ par mois, comparativement à 868 \$ à Ottawa⁸. Ce coût élevé a également des répercussions sur les banques alimentaires dont les niveaux de financement, d'infrastructure et de personnel sont inférieurs à ceux de leurs homologues des régions du sud du Canada. Le financement accordé au Nord a tenu compte des coûts très élevés des aliments et du transport, qui ont également une incidence importante sur l'offre et la demande pour les banques alimentaires de ces régions.

Le Nunavut, en particulier, offre un certain nombre de programmes communautaires de nutrition prénatale, de cuisine et de lien avec la Terre dans le cadre de plusieurs initiatives de sécurité alimentaire, et les banques alimentaires jouent un rôle clé en répondant aux besoins alimentaires immédiats à court terme⁹. Leur contribution ne s'arrête toutefois pas là. En effet, elles proposent des programmes visant à favoriser de manière pratique l'accès aux aliments par des moyens traditionnels. Par exemple, la banque alimentaire Niqinik Nuatsivik Nunavut remet

à ses clients des coupons d'essence échangeables contre 20 L d'essence dans une station-service locale. Ainsi, les chasseurs disposent des « matières premières » dont ils ont besoin pour accéder aux aliments traditionnels en motoneige.

Pendant que nous travaillons sur des solutions à long terme comme la réforme de la sécurité du revenu, les banques alimentaires du Nord peuvent continuer de renforcer leur rôle en tant qu'intervenant clé dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et participer à la stratégie globale de sécurité alimentaire dans leurs communautés¹⁰.



« ...LES BANQUES ALIMENTAIRES DU NORD PEUVENT CONTINUER DE RENFORCER LEUR RÔLE EN TANT QU'INTERVENANT CLÉ DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PARTICIPER À LA STRATÉGIE GLOBALE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LEURS COMMUNAUTÉS. »

- 5 Statistique Canada, Tableau : 13-10-0385-01 – Sécurité alimentaire du ménage selon la disposition de vie.
- 6 Tarasuk V, Mitchell A. (2020) Insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2017-18. Toronto : Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF).
- 7 Banques alimentaires Canada. Bilan-Faim 2015. Tiré de : https://www.foodbankscanada.ca/getmedia/15fc1a9d-bbcc-41eb-a545-f2320729757d/Bilan-Faim2015_singles.pdf.aspx?ext=.pdf
- 8 <https://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/fra/1548078467819/1548078497301> et https://www.ottawapublichealth.ca/en/public-health-topics/resources/Documents/2018_NFB-Report_FN.pdf
- 9 <https://www.nunavutfoodsecurity.ca/fr/Histoire>
- 10 En ce qui a trait à la gestion alimentaire et à l'amélioration de l'accès aux aliments dans le Nord, il importe de souligner que le concept de souveraineté alimentaire incorpore les notions de savoir inuit, de langue, de continuité culturelle et d'autosuffisance communautaire. Voir le document *Food Sovereignty and Harvesting* publié en 2019 par la Qikiqtani Inuit Association (<https://www.qia.ca/wpcontent/uploads/2019/03/Food-Sovereignty-and-Harvesting.pdf>).

Adaptations, innovation et nouveaux partenariats

Les banques alimentaires ont prouvé qu'elles sont novatrices et qu'elles peuvent rapidement s'adapter à l'évolution des besoins de leur communauté et établir des liens avec celle-ci.

Les banques alimentaires ont étendu leurs services pour accueillir, au besoin, un plus grand nombre de personnes, notamment en augmentant le nombre d'heures et de jours de service, en éliminant les limites quant au nombre de visites ou à l'accès aux services et en desservant de plus grandes régions géographiques. Les banques alimentaires ont adapté leur programme pour répondre aux besoins particuliers de groupes comme les sans-abri, les élèves qui dépendent des programmes de repas à l'école et les personnes âgées nécessitant des livraisons à domicile. Certaines ont offert des cartes-cadeaux lorsqu'elles étaient à court de nourriture ou lorsqu'il leur était impossible d'accueillir des personnes dans leurs locaux. D'autres ont ajouté davantage de produits de nettoyage à leurs paniers. Elles ont utilisé les médias sociaux et d'autres plateformes en ligne pour accroître leur visibilité pendant le confinement. Ces changements ont souvent été opérés de concert avec d'autres partenaires communautaires, comme les administrations municipales, les organismes communautaires et les entreprises locales.

Pourcentage de banques alimentaires qui fournissent du soutien alimentaire d'urgence pendant la pandémie à un autre organisme que ceux avec lesquels elles collaborent habituellement (p. ex. programme scolaire, unité de logement social, organisme de services sociaux, banques alimentaires voisines)

47 %

Pourcentage de banques alimentaires qui ont centralisé leurs activités avec d'autres organismes de lutte contre la faim ou de services sociaux dans leur communauté pendant la pandémie

21 %

Réseaux d'organismes à but non lucratif

La pandémie a forcé les organismes préoccupés par les problèmes d'insécurité alimentaire à tisser des relations plus étroites. Près de la moitié des banques alimentaires ont déclaré offrir un soutien alimentaire à un autre programme d'urgence pendant la pandémie, et un cinquième ont centralisé leurs activités avec d'autres organismes de lutte contre la faim ou de services sociaux dans leur communauté. Ainsi, des banques alimentaires se sont jointes à d'autres programmes de petits déjeuners et de repas à l'école pour d'offrir des paniers aux bénéficiaires de ces programmes, ou elles ont apporté leur soutien à d'autres organismes communautaires locaux qui ont dû fermer leurs portes pendant le confinement. Par exemple, dans le comté de Renfrew, en Ontario, les 12 banques alimentaires de la région ont partagé des stratégies visant à mettre au point un plan de collaboration.



Municipalités et santé publique

De nombreuses banques alimentaires entretenaient déjà des relations avec leur municipalité et leur bureau de santé publique, et ces relations sont devenues particulièrement importantes au début de la pandémie. Voici quelques exemples :

- À Lac du Bonnet, au Manitoba, la banque alimentaire a collaboré avec la santé publique locale pour recenser les populations souffrant d'insécurité alimentaire et a reçu l'aide de celle-ci pour livrer des paniers.
- La Ville de Leduc a prêté ses chauffeurs à la banque alimentaire pour les livraisons. La banque alimentaire de Regina a communiqué avec les conseils scolaires pour soutenir les élèves et les familles qui n'avaient plus accès aux programmes de nutrition des écoles.
- La Ville de Toronto a aidé la Daily Bread Food Bank et North York Harvest à installer des points de service temporaires, y compris dans des bibliothèques publiques.
- La Ville de Hamilton a collaboré avec des partenaires municipaux pour trouver un lieu d'entreposage pour sa banque alimentaire.

Les banques alimentaires ont également dû pallier la fermeture de programmes communautaires non alimentaires, en particulier des services d'aide en santé mentale et en toxicomanie, ce qui a entraîné une augmentation des appels et des visites. Comme aucun autre programme d'urgence n'était accessible dans certaines collectivités, elles ont dû trouver des façons d'aider plus de clients à s'orienter parmi les services offerts.

Entreprises privées

Les entreprises locales ont connu une diminution de leur clientèle et les banques alimentaires ont tiré parti de ce marasme en

utilisant des services et de l'équipement excédentaires. Des entreprises ont prêté aux banques alimentaires de l'espace dans leurs congélateurs et de l'espace d'entreposage, ainsi que des véhicules pour les livraisons. Les banques alimentaires ont dû communiquer avec divers fournisseurs pour obtenir de la nourriture et de l'EPI et ont pu prendre des dispositions spéciales dans certains cas.

Dans le sommaire du sondage éclair sur la COVID-19 qui souligne les défis et les occasions que les banques alimentaires, partout dans le monde, ont eu à relever ou à saisir, le Global FoodBanking Network résume parfaitement pourquoi les banques alimentaires, en tant que système, ont été en mesure de s'adapter à ces défis uniques :

Les banques alimentaires se sont révélées indispensables aux opérations de secours partout dans le monde. À mesure qu'augmentent les demandes de nourriture au sein des communautés isolées, défavorisées ou en quarantaine, l'infrastructure de transport, d'inventaire et de logistique préexistante des banques alimentaires locales peut être déployée rapidement et efficacement pour aider les personnes démunies et isolées en raison de la fermeture d'écoles et d'organismes de soutien public ou de la surcharge des systèmes de santé. Les banques alimentaires sont particulièrement bien placées pour se charger des opérations de secours et de rétablissement en raison de leurs liens étroits avec les communautés, de leurs partenariats solides, de leur agilité et de leur souplesse¹¹.

Tout au long de cette crise, les banques alimentaires ont été en mesure d'apporter une aide immédiate et quotidienne, tout en jouant un rôle central dans le regroupement des divers intervenants pour assurer des progrès durables à long terme. Elles ont contribué à incarner l'esprit avec lequel le Canada a réagi à la pandémie grâce au pouvoir et à la détermination de la collectivité.

QUAND LE FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE SE ROMPT : LA RECRUESCENCE DE MARS

PROFIL — SOS DÉPANNAGE MOISSON GRANBY (QUÉBEC)

À un an de la retraite, Norman Dunn, directeur général de SOS Dépannage Moisson Granby, avait enfin commencé à mettre la pédale douce.

« Je me préparais à prendre ma retraite, puis la pandémie a frappé, raconte-t-il. Je n'oublierai jamais ce jour. Alors que la première vague déferlait sur les communautés partout au Canada, les entreprises et les restaurants fermaient tour à tour leurs portes. Ce n'était qu'une question de temps avant que Moisson Granby ressente le contrecoup. » Et contrecoup immédiat il y a eu. Avant la pandémie, l'organisme servait en moyenne 10 familles par jour. Du jour au lendemain, ce nombre a bondi de 500 %.

« En mars, 60 % des personnes qui ont eu recours à nos services le faisaient pour la première fois. La demande était si grande que nous avons immédiatement compris que nous devons mettre en place de nouvelles structures internes, et ce, malgré une réduction notable de notre personnel. »

Comme l'organisme affichait un sain bilan financier avant la pandémie, il a réussi à s'adapter rapidement à la situation. « Lorsque vous faites face à l'inconnu, et c'était le cas au début de la pandémie, vous n'avez d'autre choix que d'agir sans hésitation. Nous avons donc immédiatement acheté plus de denrées ainsi que cinq nouveaux réfrigérateurs et congélateurs pour augmenter notre capacité d'entreposage. Notre équipe a fait un travail incroyable. En moins d'une semaine, tout était prêt. Nous avons

ainsi évité que les clients repartent les mains vides. En plus, nous avons assez de provisions pour garantir des portions de denrées fraîches pour chaque membre de la famille. »

Grâce au soutien financier des gouvernements fédéral et provincial, de Banques alimentaires du Québec et de divers acteurs de la communauté, la banque alimentaire a réussi à gérer la demande continue dans les mois qui ont suivi.

« Au début, je ne connaissais rien de la pandémie. Mais j'ai lu les journaux et regardé les reportages à la télé pour être mieux informé. Même si cette pandémie était différente, ce n'était pas la première crise pour notre organisme. En 1998, la grande tempête de verglas qui s'est abattue sur le Québec nous a obligés à fermer nos portes pendant un mois. Malgré cela, nous avons su nous adapter et avons transformé l'aréna municipal en une immense banque alimentaire temporaire. Lorsque la COVID-19 a frappé, j'ai mis à profit les leçons tirées de 1998 et je suis passé en vitesse supérieure. »

Pour Norman, la retraite est toujours dans les plans. Son vœu le plus cher est que les banques alimentaires n'aient plus lieu d'être au pays. « Je suis toujours à l'écoute des gens que nous aidons, peu importe leur situation. J'espère que la relève n'oubliera pas que nos clients sont des êtres humains qui méritent notre bienveillance et notre respect. La pauvreté ne doit jamais devenir la normalité. Il est inconcevable qu'il y ait des banques alimentaires dans un pays comme le Canada. Nous devons tous contribuer à bâtir un avenir où les banques alimentaires seront chose du passé. »



« [À LA MI-MARS], NOUS AVONS REMARQUÉ UNE RECRUESCENCE INSTANTANÉE DE PRÈS DE 50 % EN DEUX SEMAINES. »

Répondant au sondage, Ontario

La soudaine augmentation du recours aux banques alimentaires observée entre la fin mars et le début avril a donné un aperçu du nombre de personnes qui sont sur le point de vivre dans la faim et la pauvreté au pays. Bien que la moitié des banques alimentaires aient signalé une baisse globale au cours des quatre premiers mois de la pandémie, les premières semaines ont été bien différentes et donnent un aperçu de ce qui aurait pu se produire si des mesures de soutien comme la PCU n'avaient pas été offertes.

En examinant le taux de croissance en mars par rapport à l'année précédente, la majorité (52 %) des banques alimentaires ont signalé une augmentation des visites¹². De ce nombre, plus du quart a enregistré une hausse supérieure à 25 % durant ce mois, une sur six, une hausse supérieure à 50 %, et 8 % a vu le nombre de visites doubler. Bien que la situation se soit stabilisée dans les mois suivants, il y a eu une courte période de hausse à la fin mars, entre le début du confinement et l'arrivée des prestations de revenu d'urgence. Ce qui s'est produit au cours de cette période illustre la hausse des besoins pouvant survenir lorsque l'économie subit un choc soudain.

Par exemple, une banque alimentaire de Whistler, en Colombie-Britannique, est passée de 55 clients dans la semaine du 9 mars 2020 à 306 dans celle du 1er avril, ce qui représente un bond de plus de 450 %. En mars, le taux d'augmentation annuel du recours aux banques alimentaires déclaré par le plus grand nombre de répondants s'élevait à 25 %. Par contre, il y a lieu de croire que la hausse aurait été bien plus marquée pendant cette période en l'absence de confinement, de restrictions de déplacements, de fermetures et de peur.

Variation du nombre de visites en mars 2020
par rapport à mars 2019

	Visites
Aucun changement ou baisse	47,8
Plus de 0 à 25 %	23,7
Entre 26 et 50 %	12,0
Entre 51 et 100 %	8,6
Plus de 100 %	7,9

« NOUS AVONS DÛ CESSER LA PRESTATION DE PLUS DE 25 PROGRAMMES QUI SOUTIENNENT HABITUELLEMENT LA COMMUNAUTÉ DE DIVERSES FAÇONS. NOUS N'AVONS PU OFFRIR QUE DES SERVICES DE BANQUE ALIMENTAIRE ET DE SENSIBILISATION. NOS CLIENTS QUI RECEVAIENT DE LA NOURRITURE DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME SCOLAIRE ONT DÛ VENIR À LA BANQUE ALIMENTAIRE. NOUS AVONS VU DE NOMBREUX IMMIGRANTS QUI N'AVAIENT JAMAIS EU RECOURS À NOS SERVICES SE RENDRE SOUDAINEMENT À LA BANQUE ALIMENTAIRE. LES TITULAIRES D'UN POSTE DE PREMIER ÉCHELON DANS LE SECTEUR DU TOURISME RÉCEPTIF ONT TOUS DÛ FAIRE APPEL À LA BANQUE ALIMENTAIRE EN RAISON DE L'INTERRUPTION DES ACTIVITÉS TOURISTIQUES. »

Répondant au sondage, Colombie-Britannique

12 Certaines personnes ont eu recours au programme de paniers alimentaires d'une banque alimentaire une fois par mois, alors que d'autres l'ont fait plus d'une fois par mois. Les visites désignent les fois où chacune de ces personnes, et chacune des personnes du ménage, ont été servies pendant un mois.

« PENDANT LA PÉRIODE ALLANT D'AVANT LA PANDÉMIE À APRÈS L'ÉTAT D'URGENCE, LES DEMANDES DE DÉPANNAGE ALIMENTAIRE ONT AUGMENTÉ DE 307 %. LE NOMBRE DE PANIERS ALIMENTAIRES DISTRIBUÉS A DIMINUÉ DE 9 % PAR RAPPORT À MARS 2019. CETTE BAISSSE PEUT S'EXPLIQUER PAR LE FAIT QUE DES FAMILLES RESTENT À L'ABRI À LA MAISON. »

Répondant au sondage, Ontario

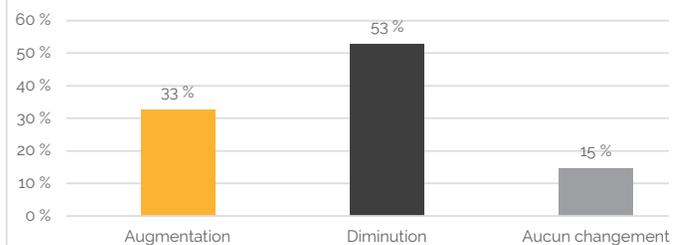
Alors que le taux de chômage grimpait en flèche, passant de 7,8 % en mars à 13 % en avril, et qu'une perte sans précédent de trois millions d'emplois avait lieu en même temps¹³, les limites de notre filet de sécurité sociale sont devenues une priorité absolue. Le pic précoce donne une idée de ce dont nous pourrions être témoins dans les mois à venir si le taux de chômage demeure élevé, si le soutien temporaire mis en place prend fin et si plus de gens se tournent vers les banques alimentaires pour obtenir de l'aide.

DURANT LA PANDÉMIE, DIVERS FACTEURS ONT INFLUÉ SUR LES TAUX DE RECOURS AUX BANQUES ALIMENTAIRES.

La moitié des banques alimentaires ont rapporté une diminution durant cette période, et l'autre moitié, une augmentation ou aucun changement de façon globale.

Cinquante-trois pour cent des banques alimentaires ont déclaré une diminution globale du recours à leurs services de mars à juin 2020, 33 % ont constaté une augmentation et 15 %, aucun changement. Peu importe s'il y a eu augmentation ou diminution lors de cette période, divers facteurs ont influé sur la demande (utilisation par les clients) et l'offre (services proposés).

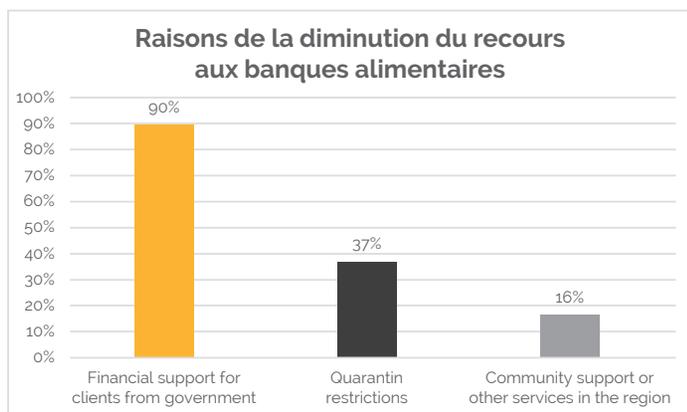
Dans l'ensemble, y a-t-il eu une augmentation ou une diminution du nombre de clients ayant eu recours à votre banque alimentaire entre mars et juin 2020?



« NOUS PENSONS QU'IL S'AGIT EN PARTIE DE LA PCU ET DE LA COMMUNAUTÉ, QUI A MIS EN PLACE DES SERVICES DE LIVRAISON DE REPAS/DE DENRÉES EXCÉDENTAIRES. NOUS PENSONS QUE LA CRAINTE INITIALE DE QUITTER LA MAISON PEUT AUSSI AVOIR FAIT EN SORTE QUE LA POPULATION SE TOURNE VERS SON GARDE-MANGER. »

Répondant au sondage, Ontario

Principales raisons de la diminution



*Remarque : Bon nombre de répondants ont mentionné plus d'une raison. Le total des pourcentages n'équivaut donc pas à 100 %.

Les directions des banques alimentaires ont précisé de nombreux facteurs de diminution principaux, lesquels entrent dans trois grandes catégories : soutien financier gouvernemental accordé aux clients; restrictions attribuables au confinement; soutien accru de la collectivité par l'intermédiaire d'initiatives « éphémères » ou d'autres services régionaux. Dans bien des cas, les répondants ont mentionné une combinaison des trois.

Nouvelles mesures de soutien de la sécurité du revenu ou mesures améliorées

L'augmentation du soutien financier et les autres initiatives gouvernementales constituent les raisons de la baisse globale du recours aux banques alimentaires les plus souvent relevées par les coordonnateurs. L'utilisation des banques alimentaires et l'insécurité alimentaire sont étroitement associées à l'insuffisance du revenu. Le soutien au revenu accru a aidé de nombreuses façons. Un grand nombre de personnes ayant perdu un revenu d'emploi ont pu accéder à la PCU et à d'autres montants sous forme de crédits d'impôt, comme l'Allocation canadienne pour

« NOS PARTICIPANTS QUI DÉPENDENT D'UN REVENU FIXE ONT DÉCLARÉ DES AUGMENTATIONS IMPORTANTES DE LEUR REVENU MENSUEL ATTRIBUABLES AUX MESURES FÉDÉRALES ET PROVINCIALES D'AIDE FINANCIÈRE (P. EX., PCU, CRÉDIT POUR LA TPS, PRESTATION FISCALE CANADIENNE POUR ENFANTS, AIDE AU REVENU, PRESTATIONS D'INVALIDITÉ). »

Répondant au sondage, Colombie-Britannique

enfants. Dans le cas des personnes admissibles touchant un revenu fixe comme l'aide sociale provinciale, le soutien a été bonifié, soit au moyen de « prestations complémentaires », de l'Allocation canadienne pour enfants, de crédits pour la TPS ou de la PCU. Le montant de l'aide supplémentaire accordée aux personnes à revenu fixe variait selon la province, mais il a probablement permis aux clients à long terme qui avaient recours à la banque alimentaire avant la pandémie d'acheter leurs propres aliments.

Bien que ces avantages aient été essentiels à la réduction du besoin de recourir aux banques alimentaires à court terme, un plus grand nombre de personnes auront inévitablement de la difficulté à se procurer de la nourriture après la fin de ce soutien. Qu'il s'agisse de nouveaux programmes de soutien au revenu destinés à ceux qui en ont le plus besoin ou d'une augmentation des paiements dans le cadre de programmes de soutien au revenu existants, une aide continue sera nécessaire pour que la population puisse manger tout au long de la pandémie et de la reprise économique qui suivra.

Restrictions liées au confinement

La deuxième raison la plus citée pour expliquer ce déclin est la présence de restrictions de déplacements en raison du confinement, qu'elles soient appliquées officiellement, comme dans le cas des réserves autochtones, qu'elles fassent suite aux directives de la santé publique, comme ce fut le cas au début de la pandémie, ou qu'elles découlent de la crainte de contracter

le virus. La crainte a peut-être été particulièrement marquante pour les personnes âgées ou handicapées, qui étaient de plus en plus nombreuses à avoir recours aux banques alimentaires avant la pandémie. Dans l'ensemble de la population, il existe une corrélation entre la maladie chronique et l'insécurité alimentaire grave¹⁴. Les banques alimentaires sont très conscientes de cette vulnérabilité, et c'est pourquoi bon nombre d'entre elles ont rapidement adapté leur modèle de service et effectué des livraisons à domicile pendant le confinement.

« LES GENS RESTENT À LA MAISON PARCE QU'ILS ONT PEUR. LA RÉSERVE ÉTAIT EN CONFINEMENT ET LES PREMIÈRES NATIONS FORMENT UNE PARTIE IMPORTANTE DE NOTRE CLIENTÈLE. »

Répondant au sondage, Colombie-Britannique

« BON NOMBRE DE NOS CLIENTS SONT ÂGÉS OU ONT DES PROBLÈMES DE SANTÉ. ILS ONT EU PEUR DE VENIR À LA BANQUE ALIMENTAIRE. BEAUCOUP N'AVAIENT AUCUN MOYEN DE SE RENDRE SUR PLACE PUISQUE LEURS VOISINS REFUSAIENT DÉSORMAIS DE LES Y CONDUIRE. D'AUTRES ONT PENSÉ QUE NOUS ÉTIIONS FERMÉS. »

Répondant au sondage, Ontario

Les deux tiers des banques alimentaires interrogées ont indiqué qu'elles avaient commencé à livrer des denrées à domicile après le début de la pandémie. La livraison de paniers à des personnes à risque élevé dans le véhicule personnel d'employés ou de bénévoles des banques alimentaires, de façon ponctuelle ou régulière, dans le cadre de programmes de livraison à domicile, a été grandement dépendante de la taille et des ressources des banques alimentaires.

Au moins trente pour cent des banques alimentaires offrant des services de livraison à domicile ont pu établir des liens avec des partenaires externes, y compris des administrations municipales, des initiatives de bénévolat sans but lucratif et d'autres organismes pour la livraison. D'autres ont mentionné le recrutement de personnel ou de bénévoles supplémentaires, le recours au personnel des programmes annulés ou l'exploitation des ressources existantes dans la mesure du possible. De nombreuses banques alimentaires ont temporairement obtenu le soutien de personnes mises à pied en raison de la pandémie à titre de bénévoles offrant du temps et leur véhicule pour la livraison.

Bien que certaines banques alimentaires aient mis fin aux modèles de livraison à domicile, bon nombre continueront d'offrir cette option à l'avenir dans le cadre de leurs services de base. Toutefois, plus les mesures de confinement se sont assouplies, plus certaines banques alimentaires ont constaté une augmentation de la demande. L'assouplissement des restrictions et la mise en place de protocoles appropriés entraîneront probablement une hausse du nombre de personnes ayant besoin d'aide qui accèdent aux banques alimentaires comparativement au début de la pandémie.



Pour une communauté unie

**LA TROISIÈME RAISON CITÉE
LE PLUS FRÉQUEMMENT POUR
EXPLIQUER LA BAISSÉ DE LA
DEMANDE EST LA PRÉSENCE DE
PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES
« ÉPHÉMÈRES ».**

Programmes alimentaires communautaires « éphémères »

La troisième raison citée le plus fréquemment pour expliquer la baisse de la demande est la présence de programmes communautaires « éphémères ». Ces programmes ont été lancés par des particuliers aidant des personnes dans le besoin dans leur communauté, par d'autres organismes communautaires offrant des aliments, même si ce n'est pas leur mandat général, et par des banques alimentaires s'associant à d'autres organismes locaux pour aider les ménages à accéder à de la nourriture par différents moyens (comme les centres d'hébergement pour jeunes, les bibliothèques publiques et les écoles). Alors que de nombreuses réserves autochtones passaient au confinement, beaucoup de programmes alimentaires éphémères sont nés au sein des réserves autochtones afin de soutenir les résidents. Ces initiatives ont influé sur les chiffres, car les clients qui auraient normalement eu recours à leur banque alimentaire locale n'en ont peut-être pas eu besoin en raison du soutien offert par ces autres personnes ou organismes.

« DE NOMBREUX GROUPES SE SONT MOBILISÉS ET ONT LIVRÉ DE LA NOURRITURE À DOMICILE. NOUS AVONS APPUYÉ CES ORGANISMES EN LEUR FOURNISSANT DES ALIMENTS PESÉS AVANT D'EFFECTUER DES DONS À D'AUTRES ORGANISMES. NOUS AVONS VU DIMINUER LE NOMBRE DE CLIENTS ACTUELS, MAIS LE NOMBRE DE DENRÉES DISTRIBUÉES AUX MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE PANIERS ALIMENTAIRES ET PAR L'INTERMÉDIAIRE D'ORGANISMES DE BIENFAISANCE A AUGMENTÉ. »

Répondant au sondage, Saskatchewan

Il convient également de souligner que même si le nombre de clients était en baisse dans certaines banques alimentaires, ces dernières transféraient à d'autres organismes une quantité égale ou supérieure de denrées. Comme les personnes servies par ces autres organismes n'étaient pas comptabilisées dans les données sur l'utilisation par les clients, la diminution n'était probablement pas aussi importante que ce que les banques alimentaires ont réussi à consigner durant cette période.

Les programmes éphémères ont été utiles, mais beaucoup d'entre eux pourraient cesser si la disponibilité des bénévoles diminue et que d'autres organismes sans but lucratif reprennent leurs activités principales, selon les protocoles appropriés. Par conséquent, les banques alimentaires locales devront s'assurer que les personnes servies par ces programmes continuent d'avoir accès à des denrées.

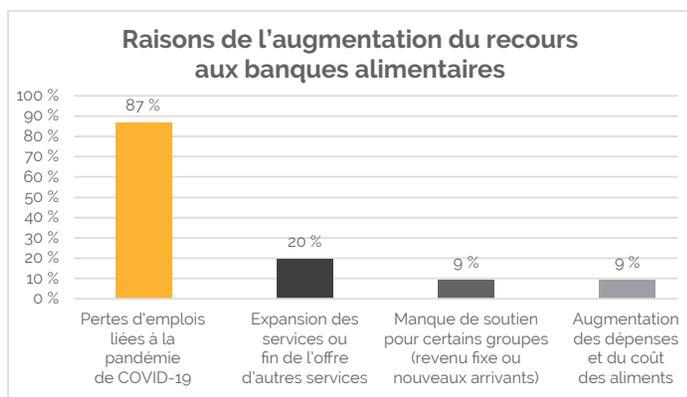
Le tiers des banques alimentaires ont enregistré une hausse globale de la demande entre mars et juin 2020.

De nombreuses banques alimentaires ont eu de la difficulté à répondre aux besoins croissants des clients tout en gérant les contraintes liées à l'exploitation pendant la pandémie. Les pertes d'emplois liées à la COVID-19 ont touché certains secteurs plus que d'autres.



LES PERTES D'EMPLOIS LIÉES À LA COVID-19 ONT TOUCHÉ CERTAINS SECTEURS PLUS QUE D'AUTRES.

Principales raisons de l'augmentation mentionnées



*Remarque : Bon nombre de répondants ont mentionné plus d'une raison. Le total des pourcentages n'équivaut donc pas à 100 %.

La raison du recours accru aux banques alimentaires mentionnée le plus souvent par les employés des banques alimentaires est la perte d'emplois découlant de la COVID-19. Voici d'autres raisons mentionnées : aiguillage de clients de banques alimentaires fermées vers d'autres banques alimentaires ou élargissement de la zone visée en raison d'une hausse locale de la demande; manque d'accès à des prestations supplémentaires pour certains groupes, notamment les personnes à revenu fixe recevant un soutien au revenu comme l'aide sociale; augmentation des dépenses attribuables à la pandémie, comme les frais de désinfection et le coût des aliments, qui pèsent lourd sur un budget limité. Comme nous l'avons déjà précisé, de nombreux répondants ont fait état d'une combinaison d'au moins deux raisons.

Pertes d'emplois liées à la COVID-19

Parmi le tiers des banques alimentaires ayant signalé une augmentation globale de l'utilisation de mars à juin, beaucoup ont mentionné les pertes d'emplois liées à la COVID-19.

« NOUS AVONS CONSTATÉ UNE AUGMENTATION D'ENVIRON 35 %. CETTE DERNIÈRE EST EN GRANDE PARTIE ATTRIBUABLE AUX NOUVEAUX CLIENTS ÉPROUVANT DES DIFFICULTÉS LIÉES À LA PANDÉMIE, AYANT PERDU LEUR EMPLOI OU DEVANT PRENDRE DES CONGÉS DE MALADIE NON PAYÉS À CAUSE DE LA COVID-19. IL EST INTÉRESSANT DE PRÉCISER QUE BON NOMBRE DE NOS CLIENTS N'ÉTAIENT PAS ADMISSIBLES À LA PCU. DE PLUS, PLUSIEURS DE NOS ÉTABLISSEMENTS ONT FAIT L'OBJET D'UNE COUVERTURE MÉDIATIQUE, CE QUI A PROBABLEMENT ATTIRÉ DE NOUVEAUX CLIENTS QUI ÉTAIENT DÉJÀ DANS LE BESOIN, MAIS QUI IGNORAIENT NOTRE EXISTENCE. NOUS AVONS ÉGALEMENT VU DES CLIENTS VENANT DE L'EXTÉRIEUR DE NOTRE ZONE VISÉE, PARTICULIÈREMENT DANS LE NORD, EN RAISON DU MANQUE DE SERVICES OFFERTS DANS LEUR COMMUNAUTÉ. JE CROIS ÉGALEMENT QUE CERTAINES PERSONNES AYANT DÉJÀ ÉTÉ DANS LE BESOIN SE SONT SENTIES PLUS À L'AISE DE DEMANDER DU SOUTIEN PENDANT LA CRISE PUISQU'ELLES SE SENTAIENT MOINS STIGMATISÉES. CERTAINS DE NOS PROGRAMMES ÉPHÉMÈRES ÉTAIENT EXPLOITÉS À PARTIR DE BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES, CE QUI, À MON AVIS, A PEUT-ÊTRE AUSSI RÉDUIT LA STIGMATISATION. »

Répondant au sondage, Ontario

« LES ENTREPRISES DES SECTEURS FERROVIAIRE ET MINIER ONT MIS DES PERSONNES À PIED DANS NOTRE RÉGION OU PRÈS DE CELLE-CI, TOUT COMME LES PETITES ENTREPRISES. LE RECOURS À LA BANQUE ALIMENTAIRE POUR RECEVOIR DE LA NOURRITURE EST DONC DEVENU NÉCESSAIRE. »

Répondant au sondage, Saskatchewan

Les banques alimentaires situées dans des régions où un grand nombre de personnes travaillaient dans des secteurs particulièrement touchés par la pandémie, comme le tourisme, le transport ou l'hôtellerie, étaient plus susceptibles d'enregistrer une hausse au cours de cette période. Parmi ces dernières, mentionnons celles situées dans des centres urbains de 100 000 habitants ou plus, où le problème des pertes d'emplois s'ajoute

aux prix élevés des logements et où les prestations comme la PCU ont été insuffisantes pour couvrir à la fois le coût du loyer et celui de la nourriture. À Toronto, par exemple, les banques alimentaires ont constaté une hausse globale de 25 % et une augmentation du nombre de nouveaux clients de 200 %, en grande partie en raison des pertes d'emplois liées à la COVID-19, du coût élevé des logements et de l'insuffisance des prestations d'urgence, comme la PCU, pour répondre entièrement aux besoins de base¹⁵.

La pandémie constitue un excellent exemple de l'incidence qu'un « choc économique », soit une baisse soudaine et inattendue du revenu des ménages, peut avoir sur l'insécurité alimentaire et le recours aux banques alimentaires. Au début du mois de mai, Statistique Canada a mené une enquête par panel en ligne qui a révélé que l'insécurité alimentaire chez les Canadiens était passée de 10,5 % avant la pandémie à 14,6 % dans les 30 jours précédant la période de collecte des données¹⁶. Il est important de noter que les taux sont plus élevés pour les personnes absentes de leur travail en raison de la COVID-19 (28,4 %) que pour celles sans emploi pendant cette période pour d'autres raisons (16,8 %) ou celles ayant un emploi (10,7 %).

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU CANADA ENGLOBE UNE MULTITUDE D'EXPÉRIENCES, QUI INCLUENT LA CRAINTE DE MANQUER DE NOURRITURE, LE SAUT DE REPAS ET LA PRIVATION DE NOURRITURE PENDANT DES JOURS PAR MANQUE D'ARGENT.

Source : Tarasuk, V, Mitchell, A, Dachner, N. (2014). Insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2012. Toronto. Tiré de <http://nutritionalsciences.lamp.utoronto.ca/> (en anglais seulement).

Les personnes qui se sont retrouvées sans revenu d'emploi et qui n'avaient aucun actif ni économie substantiels ont probablement été plus susceptibles d'avoir à sacrifier leur alimentation avant d'avoir accès aux prestations de revenu d'urgence pour payer d'autres dépenses. Des recherches antérieures ont démontré que les personnes membres d'un ménage aux actifs supérieurs¹⁷, y compris les propriétaires¹⁸, peuvent, en cas de choc économique, disposer d'un coussin supérieur ayant une incidence sur le niveau d'insécurité alimentaire de leur ménage, comparativement à celles qui ont moins d'actifs ou qui sont locataires.

Les banques alimentaires du pays sont très conscientes de la pression exercée par les coûts du logement sur la capacité de leurs clients à se procurer de la nourriture, et beaucoup doivent choisir entre manger et payer leur loyer. Selon le Bilan-Faim de l'an dernier, en 2019, 70 % des clients des banques alimentaires vivaient dans des logements locatifs privés. Cette année, en raison de la pandémie, de nombreux nouveaux clients ont probablement du mal à gérer les paiements de loyer en raison d'une baisse soudaine de leur revenu. Avant la pandémie, dans toutes les provinces, la tranche de la population au revenu le moins élevé consacrait plus de 50 % de son revenu à l'acquittement du loyer et des services publics¹⁹. Le fait de consacrer une telle proportion du revenu au loyer est considéré comme un niveau de dépense « critique » pour le logement, car le revenu restant suffit à peine à répondre aux autres besoins fondamentaux (p. ex., nourriture), ce qui peut entraîner le risque de sombrer dans l'itinérance²⁰.

15 Daily Bread Food Bank, Hunger Lives Here: Risks and Challenges Faced by Food Bank Clients During COVID-19, 2020. <https://www.dailybread.ca/wp-content/uploads/2020/07/DB-COVID-Impact-Report-2020-Final-Web.pdf>

16 Sondage Perspectives Canada, série 2 (mai 2020). L'insécurité alimentaire pendant la pandémie COVID-19, mai 2020. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00039-fra.htm>

17 Guo B., « Household Assets and Food Security: Evidence from the Survey of Program Dynamics », *Journal of Family and Economic Issues*, mars 2011, vol. 32, no 1, p. 98-110.

18 McIntyre L., Wu X., Fleisch V., Emery J., « Homeowner versus non-homeowner differences in household food insecurity in Canada », *Journal of Housing and the Built Environment*, 2015, vol. 31, p. 349-366.

19 Indice du logement locatif canadien – COÛT. Tiré de : http://rentalhousingindex.ca/fr/#cost_prov

20 Communiqué : Families Feeling the Impact as Rental Housing Affordability Worsens Across Canada – BC Non-Profit Housing Association. (2019). Tiré de : <https://bcnpha.ca/news/news-release-families-feeling-the-impact-as-rental-housing-affordability-worsens-across-canada/>.

Étant donné que la tranche de revenu annuel la plus basse est d'environ 20 000 \$ à 33 000 \$, et que le montant de la PCU pour une personne seule équivaut à 24 000 \$ par année, nous craignons que beaucoup d'autres personnes soient dans cette situation précaire à la fin de la PCU, du gel des loyers et des moratoires sur les expulsions.

Expansion des services/fermeture d'autres services

L'expansion des services a aussi été mentionnée parmi les raisons expliquant cette augmentation, comme la livraison à domicile pour mieux joindre les personnes dans le besoin, ou la hausse de l'utilisation des services en raison de la fermeture d'autres programmes dans la communauté. Autre raison souvent mentionnée pour expliquer la demande accrue des services : le fait que les banques alimentaires devaient soutenir des familles qui ne recevaient plus le soutien normalement offert par les programmes alimentaires scolaires en raison de la fermeture des écoles. Ce transfert d'aide a été particulièrement important pendant cette période alors qu'une enquête par panel en ligne de Statistique Canada a révélé que les taux d'insécurité alimentaire étaient plus élevés chez les ménages avec enfants (19,2 %) que chez les ménages sans enfants (12,2 %)²¹.

« NOUS AVONS OFFERT DES BOÎTES DE DENRÉES FRAÎCHES (NOUVEAU PROGRAMME) EN COLLABORATION AVEC UN AUTRE ORGANISME DE BIENFAISANCE. DE PLUS, NOUS AVONS MIS EN PLACE UN SERVICE DE COLLECTE, DES RENDEZ-VOUS ET DES LIVRAISONS POUR REJOINDRE NOTRE CLIENTÈLE. ET CE, EN PLUS DES APPELS HEBDOMADAIRES AUX PERSONNES CONFINÉES À LA MAISON, AUX PERSONNES ÂGÉES AINSI QU'ÀUX PERSONNES IMMUNODÉFICIENTES. »

Répondant au sondage, Ontario

« NOUS AVONS CONSTATÉ UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE NOS CLIENTS ALORS QUE LES GENS CRAIGNAIENT QUE NOUS ALLIONS FERMER NOS PORTES. COMME TOUS LES AUTRES SERVICES SOCIAUX DE LA VILLE ONT FERMÉ, DE NOMBREUX CLIENTS NOUS ONT DEMANDÉ D'AUTRES RESSOURCES. »

Répondant au sondage, Colombie-Britannique

« NOTRE PROGRAMME DE PETITS DÉJEUNERS A GAGNÉ EN POPULARITÉ ALORS QUE LES ENFANTS QUI AVAIENT HABITUELLEMENT ACCÈS À CELUI DE LEUR ÉCOLE N'AVAIENT PLUS CETTE OPTION. LA DEMANDE DE COLLATIONS POUR ENFANTS A AUSSI AUGMENTÉ. »

Répondant au sondage, Nouveau-Brunswick

« COMME LES ÉCOLES ET LES ÉGLISES ÉTAIENT FERMÉES JUSQU'À TOUT RÉCEMMENT, NOUS AVONS ESSAYÉ DE PRENDRE LE RELAIS ET D'OFFRIR DE LA NOURRITURE À UN PLUS GRAND BASSIN DE MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ. »

Répondant au sondage, Ontario

Dans la plupart des cas, les banques alimentaires qui ont connu des problèmes en raison du volume élevé de clients se sont ajustées à cette hausse de la demande en nourriture, en augmentant leurs heures de service et la fréquence des visites permises et en élargissant les zones visées. Elles ont travaillé avec les partenaires communautaires et les gouvernements locaux pour s'assurer que tous les clients supplémentaires étaient servis.

Groupes vulnérables durement touchés par la pandémie, comme les personnes à revenus fixes et les nouveaux arrivants

Les banques alimentaires qui ont constaté une augmentation citaient souvent le « besoin continu » comme principale raison. Il peut s'agir de personnes avec un revenu fixe, comme les adultes vivant seuls à très faible revenu qui bénéficient de l'aide sociale provinciale, ou de personnes âgées dont les pensions n'ont pas

suiwi l'augmentation rapide du coût de la vie. Cela comprend aussi d'autres personnes, comme les nouveaux arrivants qui ne sont pas admissibles à certaines prestations de revenu, ou qui ont de la difficulté à obtenir toutes les prestations auxquelles ils ont droit en raison d'une méconnaissance des options offertes, de difficultés à gérer les processus de demande ou d'obstacles linguistiques.

« LES BÉNÉFICIAIRES D'AIDE SOCIALE ET D'ASSURANCE-INVALIDITÉ ONT REÇU LEUR SOUTIEN FINANCIER PLUS TARD, ALORS QUE LE COÛT DES ALIMENTS A AUGMENTÉ CONSIDÉRABLEMENT ET QUE LA DISPONIBILITÉ DIMINUAIT ».

Répondant au sondage, Colombie-Britannique

« ... NOUS AVONS AIDÉ UN GRAND NOMBRE DE TRAVAILLEURS MIGRANTS. NOUS AVONS ÉGALEMENT AUGMENTÉ LE TEMPS CONSACRÉ AU SOUTIEN DES SANS-ABRI DE NOTRE RÉGION QUI VIVENT DANS DES TENTES. DE NOMBREUX NOUVEAUX ORGANISMES ONT DEMANDÉ DE L'AIDE, Y COMPRIS DES ORGANISMES POUR LES ÂÎNÉS. NOUS AVONS AUSSI AIDÉ DE NOMBREUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS. »

Répondant au sondage, Ontario

Personnes seules recevant de l'aide sociale provinciale comme principale source de revenus.

Les adultes vivant seuls peuvent être particulièrement vulnérables aux chocs économiques : ils dépendent d'une seule source de revenus et ne peuvent pas regrouper les dépenses. Avant la pandémie, les banques alimentaires avaient constaté une hausse notable du nombre d'adultes vivant seuls ayant recours à des paniers alimentaires au Canada²². **De février à juin 2020, les adultes vivant seuls ont représenté 36 % des nouveaux clients.**

Pour de nombreux adultes vivant seuls qui ont recours aux banques alimentaires, l'aide sociale est la principale source de revenus. Au Canada, la plupart des programmes d'aide sociale peuvent être classés en deux grandes catégories : l'assistance générale – qui est généralement conçue comme une aide à court terme pour les personnes sans emploi qui n'ont pas d'autres moyens de soutien financier; et le soutien pour invalidité – qui s'adresse aux personnes ayant une incapacité ou d'autres problèmes de santé qui limitent leur employabilité. Statistique Canada souligne : « Parmi les 6,2 millions de Canadiens de 15 ans et plus ayant une incapacité en 2017, 1,3 million (21 %) ont déclaré vivre seuls »²³.

« EN MAI, NOUS AVONS REÇU TRÈS PEU DE DEMANDES. IL S'AGISSAIT SURTOUT DE PERSONNES SEULES AVEC DES BESOINS CONTINUS ET N'AYANT PAS EU RECOURS À LA PCU. »

Répondant au sondage, Alberta

« À LA FIN DE L'ÉTÉ 2019, NOTRE RÉGION A ÉTÉ DUREMENT TOUCHÉE PAR UNE FERMETURE IMPORTANTE DANS L'INDUSTRIE DU BOIS D'ŒUVRE, ET NOUS CONSTATONS ENCORE UNE HAUSSE DES DEMANDES AUJOURD'HUI. IL Y A EU DES PERTES D'EMPLOIS EN RAISON DE LA COVID-19 ET CERTAINES PERSONNES N'ÉTAIENT PAS ADMISSIBLES À LA PCU. D'AUTRES, CROYANT QUE LES PRESTATIONS SERAIENT REPRISES, N'ONT PAS SOUMIS DE DEMANDE. »

Répondant au sondage, Colombie-Britannique

Revenus au fil du temps – Prestations d'assistance générale, taux pour les adultes vivant seuls (dollars constants de 2018)

	1989	2003	2018	Variation réelle de 1989 à 2018 (%)
T.-N.-L.	6 768 \$	10 559 \$	11 383 \$	68,19 %
Î.-P.-É.	12 502 \$	7 989 \$	10 445 \$	-16,45 %
N.-É.	10 609 \$	6 742 \$	7 437 \$	-29,90 %
N.-B.	5 139 \$	4 390 \$	7 126 \$	38,67 %
Qc	6 392 \$	8 772 \$	9 320 \$	45,81 %
Ont.	11 333 \$	8 875 \$	9 646 \$	-14,89 %
Man.	10 857 \$	7 225 \$	9 756 \$	-10,14 %
Sask.	8 790 \$	8 063 \$	8 883 \$	1,06 %
Alb.	8 689 \$	6 540 \$	8 106 \$	-6,71 %
C.-B.	9 782 \$	8 365 \$	9 042 \$	-7,56 %
Canada (moyenne)	9 086 \$	7 752 \$	9 114 \$	0,31 %

Les revenus offerts par les deux programmes ont rapidement diminué en raison de l'inflation. Les tableaux ci-dessous présentent les taux des revenus maximaux issus de l'aide sociale provinciale pour un adulte vivant seul touchant de l'aide sociale, par province, avant la pandémie. **À l'échelle nationale, la valeur réelle moyenne en dollars de la proportion des prestations d'assistance générale de l'aide sociale provinciale est à peu près la même qu'il y a 30 ans.** De plus, il y a une grande variation au pays quant à la mesure dans laquelle les revenus ont baissé ou augmenté par rapport aux taux d'il y a 30 ans – de la baisse de près de 30 % durant cette période en Nouvelle-Écosse à la hausse de près de 70 % à Terre-Neuve²⁴ **Dans le cas des bénéficiaires de l'aide sociale provinciale pour personnes handicapées, la valeur réelle de leur revenu a diminué de près de 10 % par rapport à celle d'il y a 30 ans.**

Revenus au fil du temps – Aide sociale provinciale pour personnes handicapées, taux pour adultes vivant seuls (dollars constants de 2018)

	1989	2003	2018	Variation réelle de 1989 à 2018 (%)
T.-N.-L.	13 508 \$	12 557 \$	11 583 \$	-14,25 %
Î.-P.-É.	14 530 \$	10 446 \$	11 208 \$	-22,86 %
N.-É.	13 925 \$	11 450 \$	10 268 \$	-26,26 %
N.-B.	13 262 \$	10 278 \$	9 839 \$	-25,81 %
Qc	11 392 \$	12 608 \$	13 651 \$	19,84 %
Ont.	16 307 \$	15 270 \$	14 954 \$	-8,30 %
Man.	11 795 \$	10 844 \$	12 403 \$	5,16 %
Sask.	14 246 \$	11 566 \$	11 422 \$	-19,82 %
Alb.	16 716 \$	10 050 \$	10 301 \$	-3,87 %
C.-B.	13 451 \$	12 736 \$	14 802 \$	10,04 %
Canada (moyenne)	13 313 \$	11 781 \$	12 043 \$	-9,54 %

Source : adapté de Prince, M. J. (2015). Entrenched Residualism. Dans P.-M. Daigneault et D. Beland (éd.), *Welfare Reform in Canada: Provincial Social Assistance in Comparative Perspective* (p. 289-304). Toronto (Ontario) : Université de Toronto, tableau 16.3, avec les données sur le revenu de Maytree, *Welfare in Canada*, 2018. En Alberta, les prestations maximales ne comprennent pas le programme de sécurité du revenu pour les personnes gravement handicapées (Assured Income for the Severely Handicapped), qui diffère des autres programmes parce que les bénéficiaires reçoivent un montant fixe, peu importe la taille du ménage. En 2018, ce montant était de 19 786 \$.

Quelle que soit la mesure dans laquelle les taux ont monté ou baissé avec l'inflation, les taux de l'aide sociale dans chaque province sont inférieurs au seuil de pauvreté officiel du Canada, en particulier pour les adultes vivant seuls qui reçoivent de l'aide sociale générale et dont les revenus représentent environ la moitié du seuil de pauvreté officiel. Par conséquent, les bénéficiaires d'aide sociale sont beaucoup plus susceptibles de vivre une grave insécurité alimentaire.²⁵

24 Cette hausse du taux peut être attribuable en partie à un effort concerté de la province pour hausser les taux d'aide sociale dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté après la récession de 2008.

25 Maytree Foundation, « Welfare in Canada, 2019 ».

26 Tarasuk V, Mitchell A. (2020) Insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2017-18. Toronto : Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF), page 11. Consulté au <https://proof.utoronto.ca/>

Bien que certaines banques alimentaires aient mentionné une diminution de l'achalandage attribuable aux adultes vivant seuls qui reçoivent la PCU, celles qui n'ont pas constaté une telle baisse ont indiqué que leurs utilisateurs n'étaient pas admissibles à la PCU et qu'ils continuaient de bénéficier de leurs services comme avant. Dans les cas où les clients ont choisi de demander la PCU, les banques alimentaires craignaient qu'ils ne soient plus admissibles aux futures prestations d'aide sociale provinciales, ou encore qu'elle entraînerait des factures fiscales importantes ou ferait l'objet d'une retenue. **La croissance rapide de ce groupe démographique pourrait être un signe avant-coureur des besoins futurs, en particulier lorsque la PCU sera épuisée alors que les taux de reprise des emplois et de l'aide sociale provinciale restent stagnants.**

Personnes âgées

Les personnes âgées dépendent généralement de revenus fixes et sont moins affectés des pertes d'emploi. Toutefois, elles peuvent être vulnérables à la hausse des coûts des produits essentiels. Le taux de croissance des personnes âgées qui ont recours aux banques alimentaires au Canada est plus élevé que celui des autres groupes d'âge et que celui de la population âgée en général²⁷. L'engorgement dans les épiceries, la pénurie de produits et le coût croissant des aliments ont placé les aînés dans une position particulièrement vulnérable en tant que groupe à risque élevé. Les données indiquent que la proportion de clients âgés est passée de 6,8 % à 8,6 %, ce qui représente une hausse de 26 % en juin par rapport à mars 2019. Plusieurs banques alimentaires de partout au pays ont indiqué qu'elles voyaient plus d'aînés que de familles, attribuant le fait au manque de soutien gouvernemental pour les personnes âgées et les personnes handicapées. Toutefois, certaines banques alimentaires attribuent une diminution du recours à leurs services à la crainte des aînés d'être exposé au virus, aux problèmes de transport et, dans certains cas, au soutien alimentaire accru offert aux personnes âgées et aux personnes à risque. Ces enjeux en disent aussi

long sur l'insécurité alimentaire chez ce groupe de population. L'incapacité d'accéder aux banques alimentaires ou d'acheter des aliments signifie que les personnes âgées peuvent vivre de l'insécurité alimentaire, et ce, sans accès à des ressources d'aide.

« [...] L'ACCÈS DES AÎNÉS AU TRANSPORT POUR FAIRE L'ÉPICERIE A ÉTÉ GRANDEMENT RÉDUIT, ET LEUR CAPACITÉ À FAIRE LA QUEUE EST AUSSI UN ENJEU, EN PLUS DE LA PEUR D'ATTRAPER OU DE TRANSMETTRE QUOI QUE CE SOIT QUI EST ÉNORME. »

Répondant au sondage, Colombie-Britannique

Nouveaux arrivants

Les résultats de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada montrent que « les immigrants récents étaient plus susceptibles que les travailleurs nés au Canada de quitter leur emploi en mars et avril, principalement en raison de leur durée d'emploi plus courte et de leur surreprésentation dans les emplois moins bien rémunérés »²⁸. Les immigrants récents étaient donc plus susceptibles d'avoir perdu leur revenu et d'être en situation d'insécurité alimentaire.

De plus, les travailleurs migrants et sans papiers, ainsi que les étudiants étrangers, n'étaient pas censés être couverts par la PCU. La Migrant Workers Alliance for Change estime qu'il y a environ 1,8 million de migrants et de personnes sans papiers au Canada qui travaillent dans différents secteurs²⁹. La précarité des travailleurs agricoles migrants et le lien avec l'insécurité alimentaire ont fait l'objet de recherches depuis le début de la saison agricole cette année³⁰.

« CERTAINS (CLIENTS) ONT REÇU UN SOUTIEN GOUVERNEMENTAL SUPPLÉMENTAIRE (MAIS NOUS AVONS CONSTATÉ) UNE AUGMENTATION DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS, D'IMMIGRANTS ET DE RÉFUGIÉS. »

Répondant au sondage, Ontario

27 Publication du Bilan-Faim 2019

28 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00070-fra.htm>

29 <https://www.globenewswire.com/news-release/2020/04/16/2017550/0/en/Essential-Undocumented-Migrant-Workers-Fear-For-Their-Future-Call-for-Income-Supports.html>

30 http://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/12/Cole_PROOFconference.pdf

La disponibilité de l'information sur les nouveaux arrivants qui ont recours aux banques alimentaires varie, et le statut d'un nouvel arrivant n'est souvent pas demandé pour ne pas entraver l'accès aux services. Le nombre de nouveaux arrivants qui ont recours aux banques alimentaires dans les grands centres urbains est également plus élevé. Il est donc difficile de cerner des tendances générales à partir de l'échantillon actuel de banques alimentaires. Toutefois, certaines données recueillies par les banques alimentaires qui desservent un grand nombre de nouveaux arrivants démontrent que les taux d'utilisation de ce sous-groupe n'ont pas baissé, comme ce fut le cas pour d'autres sous-groupes entre mars et juin.

Augmentation des dépenses, coût des aliments

Les personnes qui vivaient avec un faible revenu ou qui avaient perdu leur emploi en raison de la pandémie ont été particulièrement touchées par la hausse du coût des aliments pendant la pandémie. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et d'autres problèmes causés par la pandémie ont eu une incidence sur les prix des aliments, qui ont augmenté de près de 3 % au premier semestre de cette année, tandis que l'inflation générale est restée gelée³¹. De plus, l'achat d'équipement de protection individuelle (EPI), comme les masques pour le visage et les désinfectants pour les mains, a également exercé une pression accrue sur des budgets déjà limités au début de la pandémie. Alors que les perspectives économiques étaient déjà faibles dans certaines régions du pays avant la crise de la COVID-19, comme dans certaines régions de la Saskatchewan et de l'Alberta, il y avait déjà une tendance à la hausse du recours aux banques alimentaires, car les personnes ayant perdu leur emploi avaient de la difficulté à composer avec ces coûts croissants.

« DE NOMBREUX CLIENTS ONT PERDU LEUR EMPLOI EN RAISON DES FERMETURES DUES À LA PANDÉMIE DE COVID-19, ET LE COÛT DES ALIMENTS A AUGMENTÉ.

Répondant au sondage, Alberta

« ... UN PLUS GRAND BESOIN DE NOURRITURE, CAR IL FALLAIT AUSSI DE L'ARGENT POUR ACHETER DE L'ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ ET DES PRODUITS DÉSINFECTANTS. »

Répondant au sondage, Nouvelle-Écosse

LE RÔLE DE LA POLITIQUE SOCIALE POUR « APLANIR LA COURBE » DU RECOURS AUX BANQUES ALIMENTAIRES AU DÉBUT DE LA PANDÉMIE

De la fin mars à mai, une vaste gamme d'initiatives ont été mises en œuvre au niveau fédéral et provincial pour aider les personnes touchées financièrement par la crise de la COVID-19. Cela comprenait des initiatives liées au logement comme les reports de paiements hypothécaires et les interdictions d'expulsion, des compléments aux prestations existantes comme la TPS et l'Allocation canadienne pour enfants, ainsi que de nouveaux programmes de soutien comme la PCU, la Subvention salariale d'urgence du Canada et l'Allocation canadienne d'urgence pour les étudiants.

« LA VAGUE ATTENDUE DE PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE POUR SE NOURRIR NE S'EST PAS CONCRÉTISÉE. NOUS AVONS ATTRIBUÉ CELA À LA PCU ET À D'AUTRES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX. »

Répondant au sondage, Colombie-Britannique

Mis en œuvre d'événements clés et initiatives de politique sociale pendant les premiers stades de la pandémie

Première annonce fédérale concernant de modestes changements aux prestations de maladie de l'Assurance emploi	11 MARS
Les provinces et les gouvernements locaux mettent en œuvre des ordonnances d'urgence et des fermetures massives. Les demandes d'Assurance emploi augmentent alors que des millions de personnes perdent leur emploi dans les secteurs les plus touchés	17 MARS
Le gouvernement fédéral annonce la suspension des remboursements de prêts étudiants, ainsi qu'une option pour reporter les paiements d'hypothèque. Le programme de subvention salariale temporaire pour les employeurs est annoncé.	18 MARS
L'Alberta, la Saskatchewan, le Québec et le Manitoba annoncent des prestations uniques pour ceux qui éprouvent des difficultés financières. Les provinces annoncent divers soutiens aux locataires comme des interdictions d'expulsion, des plans de remboursement, avec la Colombie-Britannique et l'Île du Prince Édouard offrant de l'aide financière aux locataires. La Colombie-Britannique est la première province à annoncer aucune récupération du PCU pour les bénéficiaires de l'aide sociale, suivie du Yukon et des TN-O. Le Québec, l'Ontario, le Manitoba et l'Alberta annoncent des récupérations partielles, tandis que les provinces de l'Atlantique, la Saskatchewan et le Nunavut annoncent des récupérations complètes	FIN MARS
Premières demandes au PCU	04 AVRIL
Recharge de la TPS rendue disponible	06 AVRIL
Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) annoncée (remplace la Subvention salariale temporaire)	09 AVRIL
	11 AVRIL
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE). Introduction d'une augmentation ponctuelle de 300 \$ par enfant à l'ACE.	01 ^{ER} MAI

Des études antérieures menées avant la pandémie ont démontré le lien entre l'augmentation des niveaux de revenu et la réduction de l'insécurité alimentaire. Plus précisément, certaines de ces études ont démontré une forte corrélation entre des initiatives précises de sécurité du revenu et une réduction de l'insécurité alimentaire dans les régions où elles ont été mises en œuvre³². Lorsqu'on examine les circonstances d'adultes à faible revenu vivant seuls touchant un revenu fixe comme

l'aide sociale provinciale ou l'indemnisation des travailleurs, leur taux d'insécurité alimentaire a été réduit de moitié lorsqu'ils

32 Brown EM, Tarasuk V. « Money speaks: Reductions in severe food insecurity follow the Canada Child Benefit », *Preventive Medicine*, 1^{er} décembre 2019, vol. 129, no 105876; Tarasuk V, Li N, Dachner N, Mitchell A, « Household food insecurity in Ontario during a period of poverty reduction 2005-2014 », *Canadian Public Policy*, 2019, vol. 45, no 1, p. 93-104; Loopstra R, Dachner N, Tarasuk V, « An exploration of the unprecedented decline in the prevalence of household food insecurity in Newfoundland and Labrador 2007-2012 », *Canadian Public Policy*, 2015, vol. 41, no 3, p. 191-206.

33 Dutton (2016). « Food Insecurity in Poor Canadian Seniors is Greatly Reduced when Guaranteed Annual Income Kicks in », *Canadian Public Policy*, septembre 2016, vol. 42, no 3, p. 274-286.

MARS

AVRIL

MAI

sont passés à la norme de revenu minimum garantie par les pensions des aînés (environ 18 000 \$ par année) . Étant donné que la PCU aurait fait passer les adultes vivant seuls et en âge de travailler juste au-dessus du seuil de revenu disponible pour les aînés, cette prestation de revenu a peut-être été le facteur le plus important de réduction du besoin de recourir aux banques alimentaires au sein de ce groupe de population. Lorsque les gens ont assez d'argent pour payer des biens essentiels comme le logement, les services publics et la nourriture, même en période de difficultés économiques, ils n'ont pas besoin de compter sur les banques alimentaires.

Comme l'ont indiqué les intervenants de première ligne des banques alimentaires, la réduction du recours aux banques alimentaires en période de pandémie mondiale n'était probablement pas due à une seule initiative en matière de sécurité du revenu, surtout en période de confinement, de restriction des mouvements et de nouveau soutien communautaire. Toutefois, ces renseignements, ainsi que les commentaires des répondants au sondage, démontrent le potentiel des répercussions des initiatives de politique sociale sur le recours aux banques alimentaires lorsqu'elles sont mises en œuvre à grande échelle. D'autres études sont nécessaires pour déterminer dans quelle mesure une prestation ou une combinaison de prestations ont été associées à l'insécurité alimentaire ou au recours aux banques alimentaires pendant cette période unique de l'histoire.



SOUTIENS GOUVERNEMENTAUX QUI ONT EU LE PLUS D'EFFET SUR LA DEMANDE DES BANQUES ALIMENTAIRES

Les renseignements recueillis auprès des intervenants de première ligne des banques alimentaires nous ont aidés à mieux comprendre l'incidence potentielle des initiatives ou des prestations gouvernementales. Les banques alimentaires ont clairement indiqué les prestations qu'elles considéraient comme ayant le plus d'incidence sur la réduction du recours aux banques alimentaires.

Les trois prestations pour lesquelles la majorité des répondants ont indiqué un effet « modéré » à « important » étaient la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la hausse de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), et la hausse des prestations d'aide sociale provinciale.

	Effet modéré à important
Prestation canadienne d'urgence (PCU)	64 %
Hausse de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE)	58 %
Hausse des prestations d'aide sociale provinciale	52 %
Hausse du supplément de revenu garanti (SRG)	47 %
Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC)	42 %
Gel des loyers et subvention locative	40 %
Report de paiement des hypothèques et des factures	36 %
Prestations pour les étudiants	32 %

Remarque : les nombres ne totaliseront pas 100 en raison des choix de réponses multiples.

La Prestation canadienne d'urgence (PCU)

Soixante-quatre pour cent des répondants estiment que la PCU est le soutien gouvernemental qui a eu la plus grande incidence sur la demande des clients. Bon nombre d'entre eux ont fait remarquer que les montants versés par l'entremise de la PCU étaient beaucoup plus élevés que les prestations habituelles des travailleurs à faible revenu admissibles à la PCU qui ont recours à l'assurance-emploi ou qui reçoivent de l'aide sociale provinciale.

« LA PCU A AIDÉ LES GENS PARCE QU'ELLE ÉTAIT FACILE D'ACCÈS ET REPRÉSENTAIT UN AVANTAGE FINANCIER POUR EUX (PLUS D'ARGENT QUE L'AE, ETC.).

Répondant au sondage, Alberta

La PCU est une prestation légalement adoptée le 18 mars 2020 qui accordait aux personnes de 15 ans et plus une prestation imposable de 2 000 \$ par mois, jusqu'à concurrence de 6 mois, pourvu qu'elles aient gagné au moins 5 000 \$ de revenus d'emploi au cours de l'année précédente. Une caractéristique essentielle de cette prestation était la facilité et la rapidité sans précédent d'accès aux fonds, en grande partie attribuable à la réduction de la complexité administrative et des exigences du processus de demande – une approche de « confiance avec vérification »³⁴.

Le niveau de revenu offert, la vitesse à laquelle il a été offert et la vaste admissibilité étaient tous des facteurs importants. Le fait de pouvoir accéder rapidement aux fonds a probablement permis d'éviter une nouvelle hausse de la demande de nouveaux clients au-delà de mars et d'avril, surtout pour ceux dont les actifs ou les économies sont limités.

En ce qui concerne le montant de revenu donné, les 2 000 \$ par mois seraient supérieurs de plus de 500 \$ par mois aux montants moyens de l'assurance-emploi dans la plupart des villes du Canada³⁵. La vaste admissibilité, qui comprenait un plus grand nombre de travailleurs à temps partiel, contractuels, saisonniers et autonomes, englobait beaucoup plus de travailleurs canadiens que le système d'assurance-emploi actuel. Cette vaste admissibilité comprenait également les bénéficiaires de l'aide sociale provinciale ou les personnes ayant un revenu d'emploi. Pour les bénéficiaires de l'aide sociale provinciale de la catégorie « générale », le montant mensuel moyen de revenu à l'échelle nationale est d'environ 760 \$ par mois³⁶.

Bien qu'un grand nombre de mesures de soutien aient été annoncées, la facilité d'accès à la PCU et les montants fournis signifient probablement que la PCU a été l'une des principales raisons pour lesquelles la demande dans les banques alimentaires a été faible au cours des mois précédents. Cela est essentiel à la conception efficace des mesures d'aide au revenu et de la politique sociale à venir pour appuyer la reprise.

La hausse de l'Allocation canadienne pour enfants

58 % des répondants estiment que l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants a eu une incidence sur la réduction des besoins des clients dans leur localité. L'Allocation canadienne pour enfants a été créée en 2016 sous forme de prestation non imposable indexée à l'inflation. En 2019, les familles admissibles pouvaient recevoir jusqu'à 541 \$ par mois par enfant de moins de 6 ans et environ 457 \$ par mois par enfant de 6 à 17 ans. L'Allocation canadienne pour enfants est fondée sur un modèle d'aide au revenu de type « revenu de base », c'est-à-dire qu'il s'agit d'une prestation universelle fondée sur le revenu qui est versée directement aux familles à revenu moyen et faible

34 Jennifer Robson, 2020, « Radical Incrementalism and Trust in the Citizen: Income Security in Canada in the Time of COVID-19 » dans *Canadian Public Policy*, juillet 2020, vol. 46, no S1, p. S1-S18. <https://utpjournals.press/doi/full/10.3138/cpp.2020-080>

35 David Macdonald, « Unemployment may hit 70-year high, but new EI replacement will help » <https://behindthenumbers.ca/2020/03/26/unemployment-may-hit-70-year-high-but-new-ei-replacement-will-help/>

36 Maytree Foundation, « Welfare in Canada, 2019 ». <https://maytree.com/welfare-in-canada/canada/>. Calculs ajoutés par les auteurs.

« LA HAUSSE DE LA PRESTATION FISCALE CANADIENNE POUR ENFANTS A CONTRIBUÉ À ATTÉNUER LE RECOURS AUX BANQUES ALIMENTAIRES. »

Répondant au sondage, Terre-Neuve-et-Labrador

ayant des enfants, et qui est administrée par le régime fiscal. Elle est « progressive », c'est-à-dire qu'elle vise principalement les ménages à revenu faible et moyen, et le montant que les familles reçoivent diminue lorsque leur revenu annuel déclaré provenant d'autres sources (comme l'emploi) augmente.

En mai, le gouvernement fédéral a ajouté à cette prestation une augmentation ponctuelle de 300 \$ par enfant. Les familles ont reçu automatiquement cette prestation sans avoir à présenter de demande, selon leur revenu de l'année précédente et si elles avaient produit une déclaration de revenus. Avant la pandémie, environ le tiers des clients des banques alimentaires étaient des enfants de moins de 18 ans, et bon nombre de leurs familles auraient probablement été admissibles à cette prestation.

Banques alimentaires Canada a défendu vigoureusement l'Allocation canadienne pour enfants avant sa mise en œuvre en raison du nombre inquiétant de familles avec enfants qui comptent sur les banques alimentaires chaque mois. Ces dernières années, le nombre d'enfants ayant besoin de banques alimentaires a commencé à baisser, ce qui pourrait indiquer l'efficacité de cette prestation pour augmenter les revenus et réduire le besoin de recourir aux banques alimentaires. Bien qu'une étude plus poussée soit nécessaire pour lier ces deux tendances, Banques alimentaires Canada surveillera l'évolution du recours aux banques alimentaires chez les enfants pour s'assurer que la tendance suit la bonne direction.

Hausse des prestations d'aide sociale provinciale

Cinquante-deux pour cent des répondants estiment que l'augmentation de l'aide sociale provinciale a eu une incidence importante. L'aide sociale provinciale est la principale source de revenu de près de 60 % des personnes qui ont recours aux banques alimentaires à l'échelle nationale, et toute augmentation du revenu reçu réduirait probablement le besoin de recourir aux banques alimentaires.

Les provinces n'ont pas toutes augmenté les montants versés à leurs bénéficiaires de l'aide sociale, et pour celles qui l'ont fait, il y a eu une grande variation dans le montant de l'augmentation, la façon dont elle a été exécutée et la durée – par exemple, une prestation complémentaire ponctuelle ou répartie sur plusieurs mois. Par exemple, la Nouvelle-Écosse a majoré ses paiements de 50 \$ par personne, et ce paiement a été automatiquement ajouté au montant mensuel lorsqu'il a été administré en mars. L'Ontario a augmenté les paiements de 100 \$ pour les personnes seules et de 200 \$ pour les familles, mais la réception de la prestation était discrétionnaire, sous réserve de l'approbation du chargé de cas et n'était pas toujours garantie. Ces exigences administratives, intégrées à la plupart des programmes provinciaux d'aide sociale, pouvaient retarder ou empêcher l'aide. C'était le cas à Toronto, où un client sur trois des banques alimentaires bénéficiaire de l'aide sociale n'a pas reçu cette augmentation en raison du refus de sa demande, de la difficulté à joindre son chargé de cas ou même du fait qu'il n'était pas au courant de la prestation³⁷. La Colombie-Britannique a apporté le changement le plus important, avec une augmentation de 300 \$ par ménage par mois jusqu'en décembre.

Peu importe si les provinces ont augmenté les prestations d'aide sociale et dans quelle mesure, les augmentations des crédits d'impôt remboursables auxquels les bénéficiaires de l'aide sociale sont également admissibles, comme l'Allocation canadienne pour enfants et le crédit pour la TPS, ont probablement eu une incidence. La hausse du crédit pour la TPS, semblable à celle de l'Allocation canadienne pour enfants, était une prestation complémentaire ponctuelle destinée aux personnes à faible revenu, offerte par l'entremise du régime fiscal, dont l'admissibilité était fondée sur la déclaration de revenus des années précédentes. Les montants maximaux pour les augmentations de TPS comprenaient 443 \$ pour les personnes seules, 580 \$ pour les couples et 153 \$ pour chaque enfant (les parents seuls ont reçu une augmentation de 290 \$ pour le premier enfant admissible). Plus important encore, le crédit pour la TPS est l'un des très rares crédits d'impôt fédéraux offerts aux adultes en âge de travailler vivant seuls et sans enfant. Outre l'Allocation canadienne pour enfants, les répondants ont souvent souligné que l'augmentation du crédit pour la TPS réduisait considérablement le besoin de recourir à leurs services.

JUIN : CHANGEMENT DE TENDANCE PRÉOCCUPANT

Interrogés sur leur expérience en première ligne en juin, de nombreux employés de banques alimentaires ont observé une hausse du recours aux banques alimentaires. Cette tendance a été attribuée à la fin de certaines prestations et initiatives temporaires comme les moratoires sur l'expulsion, aux pertes d'emploi supplémentaires et au nombre de personnes qui sortent du confinement alors que plusieurs provinces sont passées au stade 3 de la pandémie.

Cette tendance à la hausse montre que, dans l'ensemble, le recours aux banques alimentaires retourne au niveau prépandémie et que les clients de longue date et plus récents

« **NOS CHIFFRES GRIMPENT À NOUVEAU AVEC D'ANCIENS CLIENTS QUI REVIENNENT ET DE NOUVEAUX CLIENTS AYANT RECOURS AUX BANQUES ALIMENTAIRES. LES PRIX EN MAGASIN ONT AUGMENTÉ. LES ENTREPRISES FERMENT, LES GENS SONT MIS À PIED. »**

Répondant au sondage, Alberta

« **EN JUIN, NOUS AVONS REMARQUÉ UNE AUGMENTATION. PLUS DE NOUVELLES FAMILLES SE SONT INSCRITES, ET DE NOMBREUX ANCIENS CLIENTS SONT REVENUS. »**

Répondant au sondage, Nouveau-Brunswick

continuent de profiter des services de leur banque alimentaire locale alors que certaines prestations temporaires prennent fin et que le taux de chômage demeure élevé.

Le calme avant la tempête?

Comme le montre le rapport, la PCU a joué un rôle crucial dans la prévention des hausses massives du recours aux banques alimentaires. Cependant, il était aussi clair que beaucoup de personnes sont encore passées à travers les mailles du filet, en particulier celles qui touchent des revenus fixes, les nouveaux arrivants et d'autres personnes qui n'ont pas accès aux soutiens fédéraux, et celles vivant dans des centres urbains qui ont dû composer avec le coût très élevé des besoins essentiels comme le logement. Il faudra plus qu'un programme de revenu remanié pour parvenir à un Canada où personne ne souffre de la faim. Comme le suggère la Fondation Maytree, « un seul fil ne constitue pas un filet de sécurité – c'est une corde raide »³⁸. D'autres services et mesures ayant une incidence sur la capacité des gens d'acheter des aliments notamment en vue de les aider à assumer les coûts de logement, à satisfaire leurs besoins médicaux et à accéder à des services de garde d'enfants abordables, sont également nécessaires pour combler les lacunes de notre filet de sécurité.

Pour l'avenir, les banques alimentaires sont inquiètes du risque d'augmentation du nombre de personnes ayant besoin de leur aide lorsque le soutien gouvernemental temporaire prendra fin. Ce qui est inquiétant, c'est ce qui va arriver à près d'un demi-million de travailleurs qui reçoivent la PCU et qui ne seront pas admissibles à d'autres prestations, même dans le cadre du nouveau système d'assurance-emploi³⁹. Si l'on ajoute à cela la levée des moratoires sur l'expulsion, l'épargne des gens qui s'amenuise au bout de plusieurs mois de pandémie, les futurs confinements potentiels et la récupération de l'aide sociale par les gouvernements provinciaux pour ceux qui ont reçu la PCU, des mois voire des années difficiles s'annoncent pour de nombreux Canadiens qui n'auront d'autre choix que de se tourner vers leur banque alimentaire locale.

« JE CROIS QUE LES MESURES DE SOUTIEN ONT JOUÉ UN RÔLE IMPORTANT DANS LA BAISSÉ DE NOS CHIFFRES, MAIS JE CROIS QUE NOUS VERRONS DES GENS DANS DES SITUATIONS PIRES APRÈS LEUR ARRÊT. »

Répondant au sondage, Ontario



SECTION

03

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE
DE POLITIQUES

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUES

En regardant ce rapport et les premiers mois de la pandémie, on constate que de bonnes politiques sociales peuvent avoir de profondes répercussions en matière de réduction de l'insécurité alimentaire lorsqu'elles s'attaquent à ses causes profondes – les faibles revenus et la pauvreté.

D'après les données, l'introduction rapide de la PCU et d'autres mesures de soutien au début de la pandémie a « aplani la courbe » du recours aux banques alimentaires et a permis aux Canadiens de surmonter la tempête économique causée par les retombées économiques de la pandémie. Ces nouveaux programmes ont permis aux Canadiens d'avoir un revenu suffisant pour se nourrir et nourrir leur famille.

Dans un pays comme le Canada, nous savons que la nourriture ne constitue qu'une petite partie de l'insécurité alimentaire des foyers. La pandémie et les politiques subséquentes mises en place par le gouvernement fédéral prouvent de toute évidence ce que Banques alimentaires Canada et le réseau de banques alimentaires disent depuis des années. Seules des politiques publiques solides qui augmentent les revenus des gens et les font sortir de la pauvreté peuvent véritablement lutter contre l'insécurité alimentaire à long terme.

Le fait que la PCU et d'autres mesures de soutien aient eu un effet aussi profond pour atténuer les conséquences potentiellement dévastatrices de la pandémie devrait être applaudi et servir de référence pour le long terme.

Malheureusement, bon nombre des programmes mis en place au début de la pandémie n'étaient que temporaires et ont maintenant pris fin. De nombreux Canadiens, ainsi que les banques alimentaires, ont peur des mois et des années à venir, car l'incertitude économique est toujours là, même si de

nombreux programmes de soutien ont disparu.

Alors que le pays commence lentement à définir ce à quoi ressemblera notre société post-pandémie, il est particulièrement important de tirer des leçons des politiques qui ont aidé les Canadiens à subvenir à leurs besoins en période difficile.

Il est également important de voir qui est tombé entre les mailles du filet durant cette période, afin d'offrir un ensemble plus complet de soutiens et d'initiatives ciblant les personnes les plus démunies. Il s'agit notamment d'examiner plus en détail les raisons pour lesquelles certains facteurs démographiques ont eu des répercussions économiques plus négatives que d'autres.

Par exemple, la plupart des groupes de minorités visibles affichaient des pourcentages plus élevés de participants ayant déclaré des répercussions financières négatives fortes ou modérées dues à la COVID-19 que les participants blancs, même après avoir pris en considération leurs différences en matière de perte d'emploi, de statut d'immigration, de situation d'emploi avant la pandémie et d'autres caractéristiques démographiques.⁴⁰

En prenant connaissance de ces politiques et en s'en inspirant, les gouvernements peuvent contribuer à jeter les bases d'un filet de sécurité sociale qui offre un seuil minimal de revenu et de soutien pour qu'aucun Canadien ne soit laissé pour compte.

À cette fin, nous croyons que la mise en œuvre des recommandations stratégiques suivantes au cours des prochains mois permettra de créer un filet de sécurité sociale qui comblera les lacunes de notre système actuel et augmentera les revenus et le soutien dont bénéficient tous les Canadiens afin de réduire enfin le besoin de recourir à des banques alimentaires.

1

UNE VOIE VERS L'AVENIR OÙ AUCUN CANADIEN N'EST LAISSÉ POUR COMPTE (RÉFORME DE L'ASSURANCE-EMPLOI ET SEUIL DE REVENU MINIMUM)



Recommandation 1

Depuis des années, les banques alimentaires du pays savent que leurs services ne permettent pas de combler tous les besoins. Bien qu'elles fassent tout leur possible pour aider les membres de leur communauté en période difficile, elles sont également les premières à faire valoir que seules les politiques gouvernementales peuvent s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire, soit la pauvreté et les faibles revenus.

Autrement dit, comme le montre le présent rapport, lorsque de saines politiques sociales sont mises en place, le recours aux banques alimentaires diminue.

Malheureusement, une grande partie des progrès réalisés semble n'avoir été que temporaire, car le gouvernement réduit progressivement les programmes largement efficaces comme la PCU et diverses mesures ponctuelles visant à augmenter les prestations en faveur de solutions de rechange moins coûteuses. Pourtant, même si elle n'est pas parfaite, il est quand même important de tirer les leçons de la politique sociale mise en place durant les premiers mois de la pandémie et de se fonder sur ces leçons pour créer un filet de sécurité sociale serré où personne ne tombe à travers les mailles du filet.

Alors que la PCU prend fin, il est important de commencer à préparer la prochaine étape. Les changements apportés au régime d'assurance-emploi (AE) sont attendus depuis longtemps et représentent un grand pas dans la bonne direction. Cependant, trop de Canadiens seront laissés pour compte.

On estime que 482 000 Canadiens ne seront pas admissibles à la transition de la PCU vers l'un ou l'autre des nouveaux programmes d'assurance-emploi et qu'ils vivront une situation encore plus difficile que lorsqu'ils recevaient la PCU.⁴¹

Ce groupe de personnes sera probablement confronté à des moments très difficiles à l'avenir, où elles n'auront peut-être d'autre choix que de se tourner vers notre système provincial

**AUTREMENT DIT, COMME
LE MONTRE LE PRÉSENT
RAPPORT, LORSQUE DE
SAINES POLITIQUES
SOCIALES SONT MISES
EN PLACE, LE RECOURS
AUX BANQUES
ALIMENTAIRES DIMINUE.**

41 Macdonald, David [2020]. *Transitioning from CERB to EI could leave millions worse off*. Canadian Centre for Policy Alternatives. <https://behindthenumbers.ca/2020/09/15/transitioning-from-cerb-to-ei-could-leave-millions-worse-off/>

actuel d'aide sociale – un système largement inadéquat qui est brisé depuis de nombreuses années.

Les critères de notre système d'aide sociale actuel font en sorte qu'une personne doit être pratiquement sans le sou pour y être admissible⁴². Une fois sa demande acceptée, un adulte vivant seul touchait en 2018 un revenu d'aide sociale annuel moyen d'un peu plus de 9 114 \$, soit environ 10 000 \$ de moins que le seuil de pauvreté⁴³. De plus, si un prestataire tente de se sortir de l'aide sociale, ses prestations et avantages non pécuniaires sont sanctionnés d'une manière punitive qui décourage la réintégration au marché du travail.

Ce système n'a pas évolué depuis les années 1990 et maintient les gens embourbés dans un cycle de pauvreté d'où il est extrêmement difficile de s'échapper. En guise de preuve, près de 60 % des personnes actuellement aidées par les banques alimentaires

reçoivent soit de l'aide sociale, soit des prestations d'invalidité.

Autrement dit, les premiers mois de la pandémie nous ont appris que le Canada doit travailler à l'élaboration d'un nouveau programme de seuil de revenu minimum pour remplacer l'approche actuelle, qui s'est avérée un échec, afin de soutenir les personnes qui ne peuvent pas travailler.

Il s'agit d'une nouvelle approche qui offre à chaque Canadien un seuil de revenu minimum pour lui permettre de s'en sortir et d'aller de l'avant, et non d'une approche qui maintient les gens dans la pauvreté et les empêche de s'en sortir.

L'approche adoptée par le gouvernement au cours des premiers mois de la pandémie donne un aperçu de ce qu'il est possible d'accomplir en mettant en place des politiques judicieuses – il est maintenant temps de se fonder sur ces leçons pour bâtir un Canada où personne n'est laissé pour compte.

VOICI NOS RECOMMANDATIONS :

À court terme

- **Faire du programme temporaire d'assurance-emploi un programme permanent visant à réduire l'incertitude dans la vie des travailleurs déjà touchés par la pandémie et dans les années difficiles à venir.**
- **Prolonger la durée maximale des prestations d'assurance-emploi de manière à ce que les Canadiens ne soient pas obligés d'avoir recours à notre système provincial d'aide sociale, brisé et largement inadéquat, une fois que leurs prestations d'assurance-emploi seront épuisées.**
- **Donner accès à tous les ménages à faible revenu aux avantages non pécuniaires actuellement réservés aux bénéficiaires de l'aide sociale (subvention des services de garde, supplément au logement à loyer modique, assurance-médicaments et soins dentaires, etc.).**

À plus long terme :

- **Financer et élaborer, en collaboration avec les provinces et les territoires, de multiples projets pilotes de seuil de revenu minimum de divers types partout au pays dans diverses provinces et territoires (dans les collectivités rurales et urbaines).**
- **Consigner et analyser les données de ces projets pilotes sur plusieurs années afin de déterminer le type de revenu minimum qui convient le mieux au Canada et qui tient compte des différences entre les régions du Canada.**



2

UN MEILLEUR SOUTIEN POUR LES ADULTES À FAIBLE REVENU VIVANT SEULS



Recommandation 2

Au cours des dernières années, le Bilan-Faim annuel de Banques alimentaires Canada a soulevé le problème que le pourcentage d'adultes vivant seuls en âge de travailler qui ont besoin d'avoir recours aux banques alimentaires continue d'augmenter d'une année à l'autre.

Au cours de la dernière décennie, le pourcentage d'adultes vivant seuls qui ont recours aux banques alimentaires a considérablement augmenté, passant de 38 % en 2010 à près de la moitié des ménages (48 %) en 2019⁴⁴.

Comme le souligne le présent rapport, les données indiquent clairement que non seulement cette situation s'est maintenue durant la pandémie, mais aussi qu'elle semble avoir exacerbé le problème en forçant un plus grand nombre d'adultes vivant seuls à demander de l'aide auprès de leur banque alimentaire locale. En proportion des nouveaux clients de février à juin de cette année, le nombre d'adultes vivant seuls qui ont eu besoin d'aide pour la première fois a augmenté de 36 % sur une période de seulement quelques mois, ce qui représente une augmentation de beaucoup supérieure à tout autre groupe démographique au Canada.

Si on examine les statistiques économiques alarmantes de ce groupe, les raisons qui expliquent ce bond sautent aux yeux. La mesure du panier de consommation, mesure officielle de la pauvreté au Canada, montre qu'un peu plus d'une personne sur dix vit au seuil de pauvreté ou en dessous. Si nous considérons seulement les adultes vivant seuls en âge de travailler, ce chiffre grimpe à 33 %, c'est-à-dire qu'un adulte vivant seul sur trois vit dans la pauvreté⁴⁵.

Ce groupe représente à lui seul une population à faible revenu de 1,3 million de personnes. Ces Canadiens vivent dans la grande pauvreté, car leurs revenus moyens se situent à 50 % sous le seuil de pauvreté. Cela signifie qu'ils doivent tenter de survivre avec environ 10 000 \$ par an.

... EN PROPORTION DES NOUVEAUX CLIENTS DE FÉVRIER À JUIN DE CETTE ANNÉE, LE NOMBRE D'ADULTES VIVANT SEULS QUI ONT EU BESOIN D'AIDE POUR LA PREMIÈRE FOIS A AUGMENTÉ DE 36 % SUR UNE PÉRIODE DE SEULEMENT QUELQUES MOIS ...

44 Bilan-Faim 2019, Banques alimentaires Canada.

45 Banques alimentaires Canada [2016]. *Personne sur qui compter*, Toronto : Banques alimentaires Canada.

Compte tenu de ces statistiques, il n'est pas surprenant que près d'un adulte vivant seul sur cinq fasse face à l'insécurité alimentaire, et qu'autant de personnes aient besoin de l'aide d'une banque alimentaire pour joindre les deux bouts ⁴⁶.

Cette tranche de la population a, du point de vue des programmes gouvernementaux, peu d'options vers lesquelles se tourner et semble avoir été largement oubliée par les gouvernements fédéral et provinciaux. De nombreux membres de ce groupe ont des problèmes de santé mentale qui sont exacerbés par la pauvreté et le faible revenu.

Comme il est mentionné dans le rapport Bilan-Faim de 2019, les adultes vivant seuls souffrant d'insécurité alimentaire présentent des niveaux plus élevés de problèmes de santé mentale que les autres ménages.⁴⁷ Bon nombre de ces personnes ont des problèmes de santé mentale qui ne sont pas traités parce qu'elles n'ont pas le soutien dont elles ont besoin, parce qu'elles sont coincées dans un cycle inadéquat d'aide sociale ou de soutien lié à une invalidité, ou parce qu'elles ont perdu leur emploi et n'ont nulle part où se tourner pour suivre de nouveaux programmes de formation et d'apprentissage qui leur permettraient de réintégrer le marché du travail – toutes des situations qui ont été exacerbées durant la pandémie.

Pendant des décennies, les gouvernements ont concentré leurs

politiques sur des catégories de population précises, comme les familles et les personnes âgées, mais ont souvent négligé les adultes vivant seuls en âge de travailler en tant que groupe nécessitant des mesures ciblées. C'est pourquoi ce groupe risque d'être oublié dans tout programme de rétablissement.

D'un point de vue optimiste, Banques alimentaires Canada est encouragée par les récentes annonces du gouvernement fédéral visant à élargir et à moderniser le programme d'assurance-emploi désuet. Le programme précédent ne reconnaissait pas bon nombre des nouvelles formes d'emploi informel que de nombreux adultes vivant seuls occupent à faible salaire.

C'est pourquoi nous espérons que les nouvelles améliorations à l'Allocation canadienne pour les travailleurs, l'élargissement de l'assurance-emploi et les nouvelles possibilités de formation et d'éducation par l'entremise du programme d'assurance-emploi (toutes les recommandations formulées dans les rapports précédents du Bilan-Faim) entraîneront certains changements stratégiques afin que les adultes vivant seuls à faible revenu aient moins besoin de recourir aux banques alimentaires.

Parmi les adultes vivant seuls qui ne sont pas en mesure de travailler, beaucoup d'entre eux reçoivent de l'aide sociale, mais n'arrivent pas à se sortir de la pauvreté en raison des mesures de soutien généralement inadéquates et des conditions strictes qui régissent ces programmes.

VOICI NOS RECOMMANDATIONS :

- **Considérer les adultes vivant seuls à faible revenu comme une priorité dans toutes les mesures à venir en matière de réduction de la pauvreté et de rétablissement, afin de veiller à ce que cette population vulnérable ne soit plus oubliée.**
- **Élaborer, dans le cadre des futurs accords sur la santé avec les provinces et les territoires, de nouvelles mesures en matière de santé mentale axées sur les besoins des adultes vivant seuls en âge de travailler.**
- **Mettre en œuvre notre principale recommandation (voir la première recommandation) pour abaisser les taux élevés de pauvreté chez les personnes vivant seules qui ne sont pas sur le marché du travail.**

3

NOUVEAUX SOUTIENS POUR LES LOCATAIRES À FAIBLE REVENU



Recommandation 3

Même avant la pandémie, les banques alimentaires rapportaient chaque année que le coût élevé du logement est l'une des principales raisons pour lesquelles les gens se tournent vers elles pour obtenir du soutien.

En 2019, 70 % des clients des banques alimentaires vivaient dans des logements locatifs privés, et ce nombre demeure relativement stable au fil des ans.

Dans ce groupe, la grande majorité de ces personnes font partie du groupe au plus faible revenu et consacrent plus de 50 % de leur revenu pour payer leur loyer et les services publics⁴⁸. Le fait de consacrer une telle proportion du revenu au loyer est considéré comme un niveau de dépense « critique » pour le logement, car le revenu restant suffit à peine à répondre aux autres besoins fondamentaux (p. ex., nourriture), ce qui peut entraîner le risque de sombrer dans l'itinérance⁴⁹.

Cependant, nous avons accueilli avec enthousiasme la nouvelle Stratégie nationale sur le logement mise sur pied par le gouvernement fédéral en 2017, mesure pour laquelle Banques alimentaires Canada milite depuis de nombreuses années.

Dans le cadre de cette stratégie, le gouvernement fédéral s'est engagé à investir environ 20 milliards de dollars (montant égalé par les provinces et les territoires pour un total de 40 milliards de dollars) au cours des douze prochaines années dans le but d'aider 530 000 ménages ayant des besoins en matière de logement et de réduire l'itinérance chronique de moitié d'ici 2030⁵⁰.

Cela constitue des progrès et une bonne politique gouvernementale, mais très peu de mesures, s'il y en a, ont été prises depuis l'annonce de la stratégie pour venir en aide aux personnes qui ont actuellement recours aux banques alimentaires en raison de leurs frais de logement trop élevés.

**EN 2019, 70 % DES
CLIENTS DES BANQUES
ALIMENTAIRES VIVAIENT
DANS DES LOGEMENTS
LOCATIFS PRIVÉS, ET
CE NOMBRE DEMEURE
RELATIVEMENT STABLE
AU FIL DES ANS.**

48 <http://rentalhousingindex.ca/fr/#intro>

49 Communiqué : Families Feeling the Impact as Rental Housing Affordability Worsens Across Canada – BC Non-Profit Housing Association. (2019). Tiré de : <https://bcnpha.ca/news/news-release-families-feeling-the-impact-as-rental-housing-affordability-worsens-across-canada/>.

50 Gouvernement du Canada [2017]. *Un chez-soi d'abord – La Stratégie nationale sur le logement du Canada*. Tiré de : www.chezsoidabord.ca.

Sans aucun doute, la pandémie et ses répercussions n'ont fait qu'amplifier un problème déjà urgent dans tout le pays.

Depuis le début de la pandémie, nous croyons que la PCU et les autres mesures de soutien liées à la pandémie, combinées aux moratoires locaux et provinciaux sur les expulsions et les paiements différés, ont freiné la vague de locataires qui auraient été obligés de demander de l'aide à leur banque alimentaire, mais nous nous attendons à ce que cette situation change. De plus, dans de nombreux secteurs où les coûts de logement sont élevés, le recours aux banques alimentaires a augmenté plutôt que diminué au cours des premiers mois de la pandémie.

VOICI NOS RECOMMANDATIONS :

- **Mettre immédiatement en œuvre un programme de soutien au loyer fondé sur une version élargie de l'Allocation canadienne d'aide au logement afin que les Canadiens ayant de la difficulté à payer leur loyer puissent bénéficier de cette importante mesure d'aide en attendant que la Stratégie nationale sur le logement soit appliquée dans son intégralité.**
- **Augmenter considérablement le montant que le gouvernement fédéral prévoit investir dans l'Allocation canadienne d'aide au logement annoncé afin que toutes les personnes à faible revenu y soient admissibles (c'est-à-dire éliminer le nombre limite de citoyens admissibles pouvant présenter une demande).**

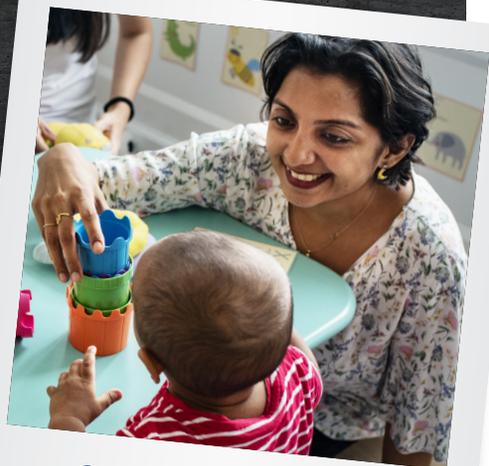
Depuis la fin du soutien gouvernemental et l'arrivée à échéance des paiements, les banques alimentaires constatent une augmentation du nombre de nouveaux clients ayant besoin de soutien en raison du coût élevé du logement.

Sans une action immédiate du gouvernement pour soutenir les locataires, nous craignons que cette tendance ne s'aggrave au cours des mois et années à venir.

Réaliser de nouveaux investissements et ajouter à la Stratégie nationale sur le logement un élément important qui a été oublié : mettre en œuvre un programme de logement supervisé pour les personnes ayant une incapacité mentale ou physique, particulièrement au sein des populations à faible revenu et marginalisées⁵¹.

3

4



Recommandation 4

METTRE EN PLACE IMMÉDIATEMENT DES PLANS D'INVESTISSEMENT DANS LA CRÉATION DE SERVICES ABORDABLES D'APPRENTISSAGE ET DE GARDE DES JEUNES ENFANTS POUR TOUS

Dans le discours du Trône de septembre, Banques alimentaires Canada a été ravie d'apprendre que « *le gouvernement fera un investissement durable important et à long terme pour créer un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants*⁵² »

Il s'agit d'une excellente nouvelle et d'une annonce que les défenseurs des services de garde abordables, comme notre réseau, espéraient entendre depuis de nombreuses années.

Bien qu'il s'agisse d'un grand pas en avant, le fait qu'aucun calendrier n'a été établi pour la mise en œuvre d'un système dont le besoin est pressant à l'échelle du pays, maintenant plus que jamais, demeure préoccupant.

Bien que le manque de services de garde abordables contribue à l'utilisation des banques alimentaires depuis des années, comme l'ont souligné les rapports précédents du Bilan-Faim, les effets de la pandémie ont aggravé cette crise déjà urgente.

En 2019, et tout au long des 10 dernières années, les enfants représentaient un peu plus de 20 % de la population générale du pays. Pourtant, ils comptent pour près de 35 % des personnes qui ont besoin du soutien d'une banque alimentaire. Cela signifie que des centaines de milliers d'enfants comptent sur les banques alimentaires chaque mois au Canada. Ces chiffres ne sont pas seulement stupéfiants : ils sont inacceptables.

Les services de garde des enfants sont devenus si chers partout au Canada que de nombreuses familles à revenu modique ou à faible revenu éprouvent maintenant des difficultés. À Toronto, en 2018, les frais moyens de garde d'enfants étaient supérieurs à 20 000 \$ par année, par enfant, et les services de garde sont aussi dispendieux dans la plupart des villes canadiennes, même dans les provinces où ils sont subventionnés⁵³.

... À TORONTO, EN 2018, LES FRAIS MOYENS DE GARDE D'ENFANTS ÉTAIENT SUPÉRIEURS À 20 000 \$ PAR ANNÉE, PAR ENFANT, ET LES SERVICES DE GARDE SONT AUSSI DISPENDIEUX DANS LA PLUPART DES VILLES CANADIENNES, ...

52 Gouvernement du Canada [2020] : Discours du Trône, 23 septembre 2020. [file:///C:/Users/Philippe%20Ozga/Downloads/SFT_2020_EN_WEB%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/Philippe%20Ozga/Downloads/SFT_2020_EN_WEB%20(1).pdf)

53 David MacDonald and Martha Friendly [2019]. Developmental Milestones — *Child care fees in Canada's big cities 2018* (en anglais seulement). Centre canadien de politiques alternatives (CCPA).

Le gouvernement fédéral a fait d'importants investissements pour soutenir les familles en mettant sur pied l'Allocation canadienne pour enfants, et nous sommes heureux de constater une légère diminution du recours aux banques alimentaires chez les enfants depuis son instauration. Cependant, même si des progrès ont été réalisés, il est évident qu'une réduction radicale du coût des services de garde pour enfants est essentielle afin de diminuer nettement le recours aux banques alimentaires pour tant d'enfants.

De plus, les ramifications économiques de la pandémie ont été particulièrement difficiles pour les femmes. Au cours des six premiers mois de la pandémie, la participation des femmes à la population active canadienne, c'est-à-dire la proportion de la population en âge de travailler qui travaille ou cherche du travail, a chuté à 55 %, un niveau qui n'a pas été observé depuis le milieu des années 1980.

Comme les femmes sont plus fortement représentées dans les emplois de services et les secteurs les plus durement touchés par la pandémie, elles ont également de la difficulté à réintégrer le marché du travail, car bon nombre de ces secteurs ne se sont pas rétablis et elles ne peuvent trouver de services de garde abordables même lorsqu'un emploi devient disponible.

Autrement dit, jusqu'à ce que les femmes et les familles puissent se permettre de placer leurs enfants dans des espaces sécuritaires et abordables pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, elles continueront de devoir faire le choix difficile entre participer et aider à la reprise économique du pays et rester à la maison en raison du coût élevé des services de garde.

Non seulement cette décision a une incidence sur le besoin d'une famille à avoir recours au soutien d'une banque alimentaire, mais aussi elle entraînera des conséquences sur le rétablissement du pays dans son ensemble.

VOICI NOS RECOMMANDATIONS :

- Prendre des mesures immédiates pour accélérer l'engagement du gouvernement à élaborer un programme national d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- Que le plan prévoit une augmentation considérable de l'investissement fédéral dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et l'établissement d'objectifs mesurables visant un meilleur accès à des services de garde abordables et de qualité financés par l'État dans l'ensemble des provinces et des territoires dans un délai de six mois, compte tenu de l'urgence de la situation.
- Que l'investissement fédéral se concentre principalement sur la construction des infrastructures nécessaires à la création physique d'espaces de garde d'enfants.
- Que le plan précise des points de référence en matière d'accessibilité que chaque province devra respecter pour être admissible au soutien et au financement du gouvernement fédéral afin de créer efficacement des normes nationales de qualité et d'accessibilité concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, et ce, à l'échelle du pays.

4

5

ACCROÎTRE LES MESURES DE RÉDUCTION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE NORD



Recommandation 5

L'insécurité alimentaire dans le Nord demeure une préoccupation importante pour Banques alimentaires Canada et s'aggravera probablement avec les effets de la pandémie au cours des prochains mois et des prochaines années, à moins que certaines réformes du revenu minimum mentionnées dans le présent rapport ne soient adoptées.

Divers programmes et projets ont été mis en œuvre pour tenter de régler ce problème au fil des changements de gouvernement fédéral, mais il est évident que l'approche actuelle est vouée à l'échec.

Au cours des dernières années, Banques alimentaires Canada s'est efforcée de suggérer des façons d'améliorer le programme Nutrition Nord et de réduire l'insécurité alimentaire dans le Nord en général. Nous sommes encouragés par le fait que le gouvernement fédéral a adopté l'une des recommandations de notre rapport Bilan-Faim 2019 et qu'il inclut maintenant des organismes de bienfaisance dans le programme Nutrition Nord à titre de projet pilote.

Toutefois, nous demeurons préoccupés par le fait que les prix des aliments dans le Nord sont demeurés essentiellement inchangés depuis le début du programme Nutrition Nord en 2011. Par exemple, à Iqualuit, au Nunavut, le coût d'un panier d'aliments nutritifs pour nourrir une famille de quatre personnes en mars 2018 était d'environ 1 721,56 \$, alors qu'à Ottawa, il aurait été d'environ 868 \$.⁵⁵

Les données récentes de Statistique Canada révèlent que le programme Nutrition Nord n'a pas donné les résultats escomptés quant à la réduction du coût des aliments, objectif qui avait donné beaucoup d'espoir au début du programme il y a près de dix ans.

... À IQUALUIT, AU NUNAVUT, LE COÛT D'UN PANIER D'ALIMENTS NUTRITIFS POUR NOURRIR UNE FAMILLE DE QUATRE PERSONNES EN MARS 2018 ÉTAIT D'ENVIRON 1 721,56 \$, ALORS QU'À OTTAWA, IL AURAIT ÉTÉ D'ENVIRON 868 \$...

⁵⁵ Gouvernement du Canada [2019]. Coût du Panier de provisions nordique révisé en 2017-2018, Nutrition Nord Canada. Tiré de : <https://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/fra/1548078467819/1548078497301> et Santé publique d'Ottawa (2018). Panier de provisions nutritif. Tiré de : <https://www.ottawapublichealth.ca/en/public-health-topics/resources/Documents/NFB-Report-FRE-2019---Accessible-2-.pdf>

En fait, selon les derniers chiffres publiés par Nutrition Nord Canada, le coût moyen du Panier de provisions nordique révisé en mars 2018 avait augmenté de plus de 2 % depuis mars 2017 et n'était inférieur que de 1 % au panier de mars 2011, avant le lancement du programme Nutrition Nord⁵⁶.

Les mesures annoncées dans le cadre du programme en 2018, dont de nouvelles mesures d'aide aux programmes d'activités de chasse et de cueillette traditionnelles (mesures encouragées par Banques alimentaires Canada) ainsi que la création d'un nouveau groupe de travail entre les Inuits et la Couronne qui se penchera sur les enjeux à venir, sont bien accueillies, mais ne permettent pas de régler les multiples problèmes des communautés nordiques, particulièrement en raison de la pandémie qui a déjà eu des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement en empêchant les aliments de se rendre dans les communautés nordiques.

Vu le niveau d'insécurité alimentaire toujours inacceptable des ménages dans les territoires, la stagnation du prix des aliments depuis 2011 et la diminution du revenu d'aide sociale compte tenu de l'inflation, il faut que le gouvernement, en collaboration avec les territoires, revoie maintenant ses stratégies de sécurité alimentaire pour le Nord.

Partout au pays, les banques alimentaires qui servent les communautés nordiques et éloignées font ce qu'elles peuvent

pour leur envoyer de la nourriture, mais doivent payer les frais d'expédition dans leur intégralité puisqu'elles ne sont pas admissibles aux subventions Nutrition Nord afin de réduire ces coûts.

Certains organismes, dont Banques alimentaires Canada, la Regional Food Distribution Association de Thunder Bay, Winnipeg Harvest, la Banque d'alimentation d'Ottawa et la Community Food Sharing Association de Terre-Neuve-et-Labrador, font leur possible pour venir en aide aux communautés nordiques en difficulté, mais ont très peu de ressources financières à affecter aux frais d'expédition exorbitants.

Le financement fédéral versé par Banques alimentaires Canada au cours des premiers mois de la pandémie a aidé de nombreuses banques alimentaires du Nord à acheter des aliments au cours de l'été, mais les mois et les années à venir demeurent préoccupants en raison de cette situation déjà précaire.

Au bout du compte, les solutions relatives aux prix des aliments et à l'alimentation en général ne peuvent pas tout régler. Le gouvernement fédéral doit également revoir l'ensemble de son approche quant aux causes profondes à long terme de l'insécurité alimentaire dans le Nord pour que des progrès soient réalisés.

VOICI NOS RECOMMANDATIONS :

- Encourager le gouvernement fédéral à élaborer dès maintenant un projet de revenu minimum (voir la première recommandation) en vue d'éliminer le régime d'aide sociale qui est inadéquat et qui maintient beaucoup trop de Canadiens du Nord dans l'engrenage de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.
- Faire en sorte que le gouvernement fédéral et le nouveau groupe de travail entre les Inuits et la Couronne entament un examen exhaustif de Nutrition Nord Canada afin de déterminer les raisons pour lesquelles le programme n'atteint pas ses objectifs de réduction du coût des aliments dans le Nord.

5

SECTION

04

MÉTHODOLOGIE ET
REMERCIEMENTS

MÉTHODOLOGIE

Cette année, Banques alimentaires Canada a remplacé son traditionnel Bilan-Faim par le document **Les banques alimentaires face à la crise de la COVID-19 – Un aperçu national**.

La collecte de données pour le Bilan-Faim a habituellement lieu en mars. Elle a dû être suspendue en 2020 pour permettre aux banques alimentaires de répondre à la crise. Ce sondage visait à mieux comprendre les tendances en ce qui a trait au recours aux programmes de paniers alimentaires des banques alimentaires entre février et juin afin de comprendre l'incidence de la COVID-19 sur les banques alimentaires. Il visait également à mieux comprendre ce qu'ont vécu les banques alimentaires qui ont dû composer avec une pandémie mondiale. Alors que les rapports **Bilan-Faim** précédents faisaient état du nombre total d'utilisateurs de banques alimentaires partout au Canada, le présent rapport fait plutôt état des tendances observées sur une période de quatre mois par un **grand nombre** de banques alimentaires membres du réseau. Pour consulter les résultats du dernier Bilan-Faim, cliquez ici (**Lien**).

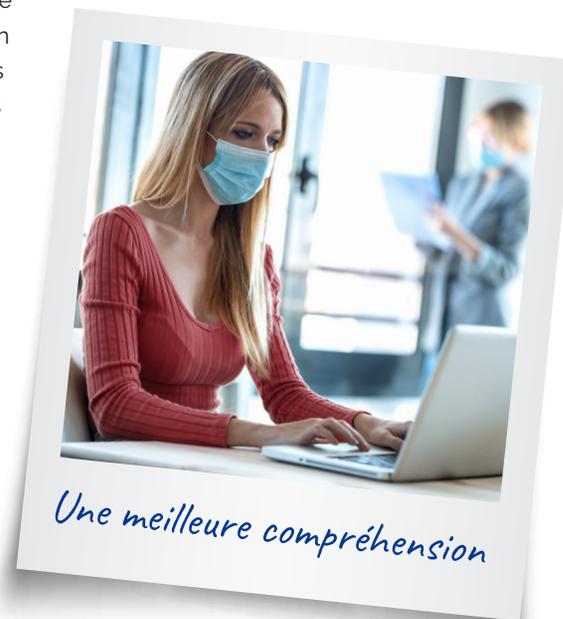
Collecte de données

Le réseau de banques alimentaires compte 10 associations provinciales, 650 banques alimentaires affiliées, plus de 2 500 organismes associés aux banques affiliées et quatre membres directement affiliés dans les trois territoires. Des banques alimentaires indépendantes, donc extérieures au réseau, ont également participé au sondage. Le taux de réponse des banques affiliées s'élève à environ 70 %.

Le sondage a été réalisé au moyen d'un lien en ligne communiqué aux banques alimentaires affiliées par les associations provinciales. Le lien vers le sondage a été envoyé directement aux banques

alimentaires non affiliées. Le questionnaire contenait des questions sur les taux d'utilisation entre février et juin. D'autres questions, ouvertes et fermées, portaient sur les défis auxquels les banques alimentaires continuent de faire face ainsi que sur l'incidence des politiques gouvernementales sur les collectivités.

Un programme en ligne, Link2Feed, est utilisé par le réseau de banques alimentaires de Feed Ontario, Feed Nova Scotia et environ 128 banques alimentaires d'autres provinces. Les banques alimentaires non affiliées de l'Armée du Salut utilisent également Link2Feed. Ces banques alimentaires avaient la possibilité de fournir des données sur les taux d'utilisation au moyen du système en ligne et n'étaient tenues de répondre qu'à la deuxième série de questions au moyen du lien. Leurs données sur les taux d'utilisation ont été intégrées au reste de leur questionnaire, le cas échéant.



Répondants	Banques affiliées	Organismes associés aux banques affiliées*	Banques non affiliées	Organismes représentés dans les sondages**
Total	463	320	170	1 308

* Au Québec, les organismes associés aux banques affiliées ont été les principaux répondants au sondage.

** Certaines banques alimentaires – « carrefours » – distribuent des denrées à des organismes communautaires, comme des banques alimentaires, des refuges et des programmes parascolaires, et produisent des rapports pour ces organismes. Ces organismes ne répondent pas individuellement au sondage, mais ils sont représentés dans les données.

Limites

En mars, de nombreuses banques alimentaires ont dû s'adapter aux changements rapides qui se produisaient dans leur communauté, ce qui a perturbé la collecte de données. Ce sondage visait à recueillir des renseignements sommaires sur les clients, étant donné que certaines banques alimentaires n'ont peut-être pas été en mesure de tenir à jour les dossiers alors qu'elles composaient avec la demande accrue, les pénuries alimentaires et les mesures de distanciation physique. Le sondage ne contenait pas de questions sur les caractéristiques démographiques des particuliers et des ménages, mais l'analyse reposait sur les données recueillies par les banques alimentaires au moyen de Link2Feed relativement à ces variables.

Le sondage visait à faire comprendre les tendances des taux d'utilisation entre février et juin. Ce sondage a été envoyé en juillet et a pris fin en août. Banques alimentaires Canada a cherché à obtenir des réponses du plus grand nombre de banques alimentaires possible. Étant donné la taille de l'échantillon plus limitée qu'à l'habitude, les données n'ont pas été désagrégées à l'échelle provinciale comme c'est le cas les autres années.



Analyse des données

LES DONNÉES DU SONDAGE SONT SAISIÉS DANS UNE BASE DE DONNÉES, PUIS NETTOYÉES DANS LE CADRE D'UNE ANALYSE RIGOUREUSE, QUI COMPREND LE FILTRAGE DES RÉSULTATS POUR N'INCLURE QUE CEUX DES PROGRAMMES DE PANIERS DES BANQUES ALIMENTAIRES. LES VALEURS ABERRANTES ONT ÉTÉ ENSUITE RETIRÉES AFIN DE NE PAS ALTÉRER LES RÉSULTATS GLOBAUX.

Nous reconnaissons qu'une marge d'erreur existe dans tout processus de collecte de données. L'analyse est effectuée par le personnel de Banques alimentaires Canada, qui s'appuie sur l'ensemble des programmes statistiques relatif aux sciences sociales (SPSS).

En raison des limites susmentionnées, Banques alimentaires Canada n'a recueilli des données que d'un échantillon de banques alimentaires et n'a pas dressé de rapport sur le nombre total de visites cette année. L'analyse visait à cerner les tendances et les changements à l'échelle nationale entre mars 2019 et les mois pertinents de cette année.

Les réponses aux questions ouvertes ont été traitées comme des données qualitatives et classées et codées selon une méthode conventionnelle d'analyse du contenu. Les catégories de codage sont tirées des réponses textuelles.

REMERCIEMENTS

BANQUES ALIMENTAIRES CANADA REMERCIE LES CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES QUI ONT ACCÈS AUX PROGRAMMES ALIMENTAIRES ET LES MILLIERS D'EMPLOYÉS ET DE BÉNÉVOLES QUI ONT FOURNI DES RENSEIGNEMENTS POUR LE RAPPORT APERÇU DES BANQUES ALIMENTAIRES FACE À LA CRISE DE LA COVID-19. SANS LES EFFORTS ET LA PARTICIPATION DE CES GENS, CETTE RECHERCHE NE SERAIT PAS POSSIBLE. NOUS TENONS ÉGALEMENT À REMERCIER LES DIRIGEANTS DU RÉSEAU DE BANQUES ALIMENTAIRES DE NOUS AVOIR FAIT PART D'HISTOIRES VÉCUES SUR LE TERRAIN. NOUS REMERCIONS TOUT PARTICULIÈREMENT AMANDA KING, CHANTAL SÉNÉCAL, CHIEDZA SADOMBA, ALISON RICHARDS ET GAËL CHANTREL DE NOUS AVOIR AIDÉS À PEAUFINER L'INSTRUMENT D'ENQUÊTE.

Nous tenons également à remercier les coordonnateurs provinciaux pour la distribution du sondage :

Dan Huang-Taylor, Food Banks BC (**Colombie-Britannique**)

Christine Ryan, Food Banks BC (**Colombie-Britannique**)

Ariana Johnson, Alberta Food Banks (**Alberta**)

Alison Richards, Alberta Food Banks (**Alberta**)

Laurie O'Connor, Food Banks of Saskatchewan
(**Saskatchewan**)

Reynold Friesen, Harvest Manitoba (**Manitoba**)

Amanda Colella-King, Feed Ontario (**Ontario**)

Gaël Chantrel, Food Banks of Québec (**Québec**)

Chantal Senecal, Food Depot Alimentaire (**Nouveau-Brunswick**)

Chiedza Sadomba, FEED NOVA SCOTIA (**Nouvelle-Écosse**)

Mike MacDonald, Upper Room Food Bank
(**Île-du-Prince-Édouard**)

Tina Bishop, Community Food Sharing Association
(**Terre-Neuve-et-Labrador**)

Nous remercions tout particulièrement Peter Thompson, de l'Armée du Salut, qui a facilité la collecte de données en fournissant les taux de recours aux banques alimentaires de l'Armée du Salut partout au Canada et a encouragé celles-ci à participer au questionnaire général.

Édition et conception par Skylar Media Group

Profils des banques alimentaires préparés par Kevin MacLellan

Les banques alimentaires face à la crise de la COVID-19 - Un aperçu national a été préparé par Richard Matern, Sofia Seer, Phil Ozga et Natasha Dixon.



Un grand merci pour votre soutien.





info@foodbankscanada.ca

5090 Explorer Drive, Suite 203, Mississauga, Ontario L4W 4T9

© Banques alimentaires Canada, 2020. Tous droits réservés.

Citation recommandée: Banques Alimentaires Canada (2020). Les banques alimentaires face à la crise de la COVID-19 -

Un aperçu national. Mississauga: Banques Alimentaires Canada